



SG Environnement

Bureau d'études techniques
en Environnement

S.A.R.L. au capital de 50 000 Euros

RCS Poitiers 510 013 212

APE-NAF : 7112B

TVA Intracommunautaire : FR60510013212



Commune de **BRETIGNOLLES SUR MER**

Département de la Vendée

Zonage des techniques d'assainissement

Révision N°2

SGE 670 v9 – Décembre 2018

Bureau d'études SG Environnement

Verrières – 86 400 CHAMPNIERS

Tel : 05-49-87-25-01 – Email : info@sg-environnement.fr

SOMMAIRE

AVANT PROPOS	4
PRESENTATION DE LA COMMUNE	5
I. COORDONNÉES	6
II. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	6
III. DONNEES DEMOGRAPHIQUES	6
IV. URBANISME	6
RAPPEL DES ORIENTATIONS DU ZONAGE REALISE EN 1997 ET REVISE EN 2005	8
CHOIX DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT – 1997 ET 2005.....	9
A) Assainissement collectif	9
B) Assainissement non collectif	9
CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET EVOLUTION	10
I. OBJECTIFS	11
II. OBLIGATIONS LIEES A L'ASSAINISSEMENT.....	11
III. LES RESPONSABILITES	13
A) L'assainissement non collectif.....	13
1. Responsabilités et obligations des usagers – Textes réglementaires	14
2. Responsabilités de la commune	18
B) L'assainissement collectif.....	20
1. Charge actuelle de la station.....	22
2. Charge future de la station	22
3. Responsabilités des propriétaires	25
4. Responsabilités de la commune	25
C) Le zonage d'assainissement.....	26
REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	28
OBJECTIF DE LA REVISION	29
I. LOCALISATION.....	29
II. JUSTIFICATION DE LA REVISION.....	29
CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL.....	30
I. TOPOGRAPHIE ET CLIMATOLOGIE	30
II. RESEAU HYDROGRAPHIQUE.....	31
III. GEOLOGIE ET HYDROGEOLOGIE	32
1. Contexte géologique	32
2. Contexte hydrogéologique	33
IV. ZONES NATURELLES	34

RAPPEL DU CONTEXTE PEDOLOGIQUE	35
I. OBJECTIF DE L'ETUDE DES SOLS	35
II. LES SOLS	35
III. APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	36
IV. CONCLUSIONS SUR LES SOLS ET LES APTITUDES	36
ANALYSE DE L'HABITAT	37
 ASPECT TECHNIQUE ET FINANCIER	 43
ASPECT TECHNIQUE	44
ASPECT FINANCIER.....	46
 CONCLUSION	 47
 ANNEXES	 49
ANNEXE 1 : EXTRAITS DE L'ETUDE DU « SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT » ETABLI EN 1997	51
ANNEXE 2 : DONNEES ENVIRONNEMENTALES	52
ANNEXE 3 : CARTE DE ZONAGE DES TECHNIQUES D'ASSAINISSEMENT	53

AVANT PROPOS

La commune de BRETIGNOLLES SUR MER souhaite réviser le zonage d'assainissement réalisé en 1997 et révisé en 2005 pour différents secteurs en raison de la mise en cohérence avec le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) également révisé.

Cette révision, concerne de nombreux changements :

- changement de délimitation de zones : le Plan Local d'Urbanisme restreint des zones précédemment prévues à l'urbanisation,
- changement d'orientation de l'assainissement :
 - des zones envisagées en assainissement collectif futur dans le précédent zonage sont supprimées ou passent en assainissement non collectif en raison de la limitation des zones à urbaniser dans le P.L.U.
 - des zones non classées dans le zonage précédent sont classées en assainissement collectif ou non collectif.

La révision du Plan Local d'Urbanisme, les évolutions réglementaires, financières et techniques expliquent cette orientation.

Le présent dossier présente donc :

- une synthèse du projet,
- un rappel des orientations du zonage réalisé en 1997 et 2005,
- le cadre réglementaire,
- la révision du zonage,
- les aspects techniques et financiers.

PRESENTATION DE LA COMMUNE

I. COORDONNEES

Nom :	Commune de BRETIGNOLLES SUR MER
Adresse :	Hôtel de Ville - BP 24 85470 BRETIGNOLLES SUR MER
Téléphone :	02.51.22.46.00
Web :	www.bretignollessurmer.fr
Mail :	mairie@bretignollessurmer.fr

II. PRESENTATION GENERALE

La carte de la commune sur fond IGN est présentée ci-après.

La commune de BRETIGNOLLES SUR MER est située dans le département de la Vendée à environ 40 km à l'Ouest de la Roche sur Yon. Elle fait partie de la communauté de communes du Pays de Saint-Gilles-Croix-de-Vie.

Il s'agit d'une commune 27,3 km², dont la population est de 4 256 habitants en 2012.

Le bourg de BRETIGNOLLES SUR MER dispose d'un réseau séparatif qui dessert une grande partie des secteurs agglomérés afin de collecter ces eaux usées. Le réseau d'assainissement s'étend sur les communes de Brem-sur-Mer et de Brétignolles-sur-Mer sur un linéaire d'environ 112 km sur le bourg. Celles-ci sont traitées par la station d'épuration intercommunale du Brandeau (capacité de 38 000 EH l'été et de 9 000 EH l'hiver).

Les eaux usées de la commune de Landevieille ont récemment été raccordées sur la station du Brandeau.

III. DONNEES DEMOGRAPHIQUES

On compte 4 256 habitants au dernier recensement de l'INSEE au 1er janvier 2012.

Au recensement de la population de 2012, la commune dispose de 7 552 logements.

La répartition de ces 7 552 logements est la suivante :

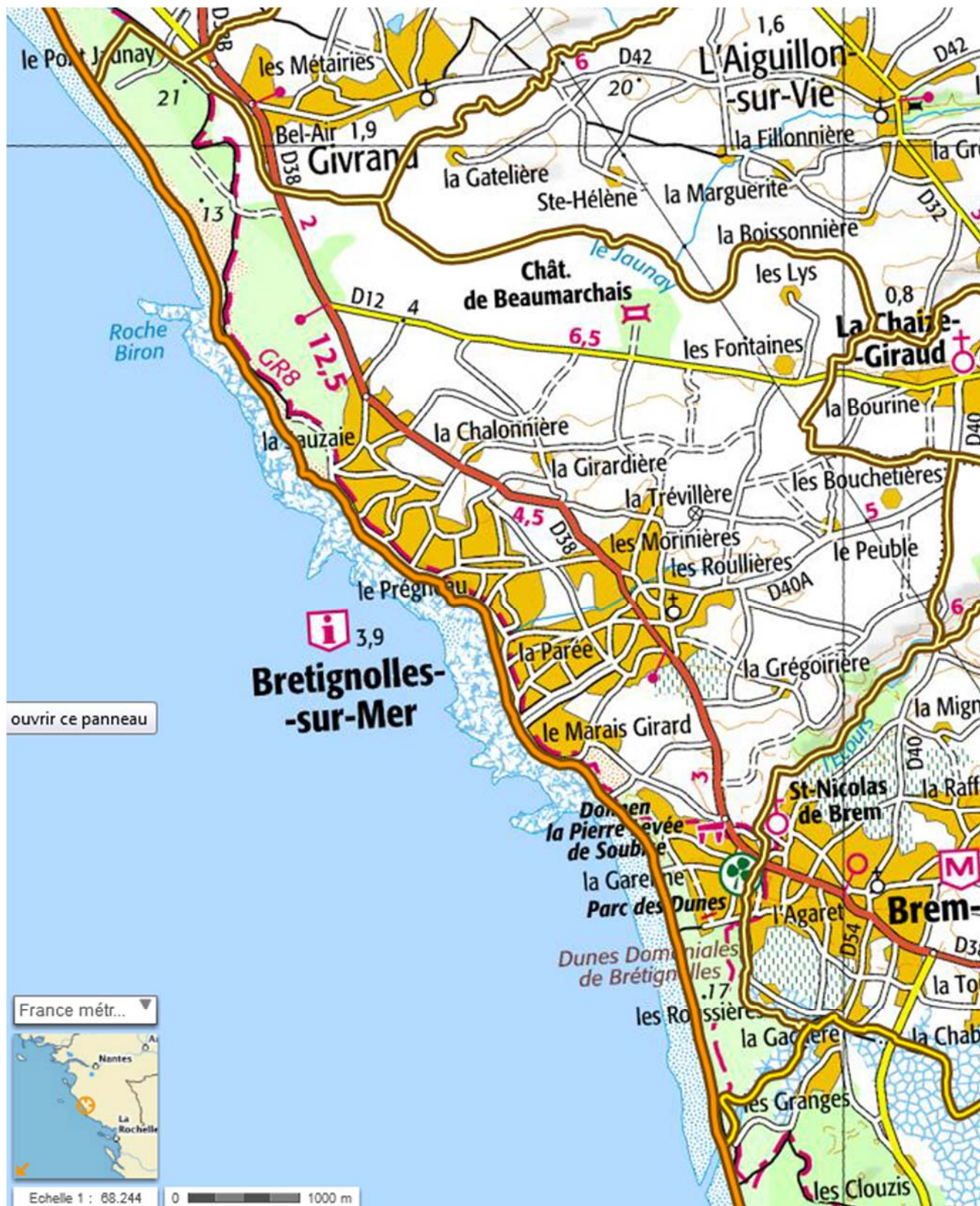
- 27,6 % sont des résidences principales soit 2 084 logements,
- 69,7 % de résidences secondaires soit 5 264 logements
- 2,7 % de logements vacants soit 204 logements.

La commune, située sur le littoral Atlantique, est très touristique et dispose donc de nombreuses résidences secondaires.

IV. URBANISME

La commune possède un Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui est en cours de révision.

La présente révision du zonage d'assainissement est réalisée simultanément à la révision du PLU afin que la commune possède des documents en cohérence.



Carte du territoire communal de BRETNOLLES SUR MER extrait du site internet « Géoportail »

RAPPEL DES ORIENTATIONS DU ZONAGE REALISE EN 1997 ET REVISE EN 2005

CHOIX DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT – 1997 ET 2005

Les données prises en compte dans cette partie du dossier sont extraites du dossier de « ETUDE PREALABLE A L'ELABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT de la commune de BRETIGNOLLES SUR MER » réalisé par le bureau d'études SESAER en mai 1997.

Un premier document de révision du zonage d'assainissement a été élaboré en décembre 2005 par la société SOGREAH.

A) ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Les orientations retenues dans les précédents zonages sont :

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT – 1997 :

Secteurs en assainissement collectif sur la commune :

Le bourg et les secteurs de : Les Sangsues, La Cailloche, Les Brenassards, Les Pitrolles, Les Rivières et la Bassoie.

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT Révision n°1 – Décembre 2005 :

Les secteurs retenus en assainissement collectif sur la commune :

- Secteurs déjà urbanisés. Pour les logements se situant dans des zones d'urbanisation future, ainsi que pour le secteur des Brenassards, le raccordement à la structure d'assainissement de ces derniers sera envisagé à l'issue de l'urbanisation des zones constructibles
- Secteurs urbanisables. Assainissement collectif avec raccordement au réseau EU existant en raison de la taille des secteurs urbanisables et de la proximité des réseaux d'assainissement existants.

B) ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT – 1997 puis révision n°1 de décembre 2005 :

L'assainissement non collectif concerne essentiellement l'habitat dispersé ainsi que les habitations en zones U non raccordables aux réseaux existants dans des conditions normales (distances, topographie défavorable).

CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET EVOLUTION

I. OBJECTIFS

Le contexte réglementaire fixant les orientations en matière d'assainissement est lié à la loi sur l'Eau de 2006, aux divers codes (Santé publique, environnement, urbanisme, collectivité territoriale, construction et habitations), aux arrêtés et circulaires nationaux et aux règlements locaux.

L'assainissement concerne donc les collectivités territoriales mais également les particuliers qui ont des obligations et responsabilités.

En premier lieu, ces règlements ont pour objectif la protection de l'Eau. La Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 a consacré l'eau comme "patrimoine commun de la nation".

Ce principe a été codifié à l'alinéa 1^{er} de l'article L210-1 du Code de l'Environnement : *"Les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation"*.

II. OBLIGATIONS LIEES A L'ASSAINISSEMENT

Dispositions du CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Le code général des collectivités territoriales confirme les compétences communales en matière d'assainissement collectif ou des établissements publics auxquels ces compétences ont été déléguées. Ces prescriptions ont été précisées par le décret 2007-1339 du 11 septembre 2007.

L'assainissement des eaux usées domestiques constitue une obligation pour les collectivités et les particuliers. Deux techniques fondamentalement différentes sont possibles :

- l'assainissement collectif, basé sur une collecte et un traitement des effluents dans le domaine public, qui relève de la collectivité,
- l'assainissement autonome (ou non collectif), localisé dans le domaine privé, qui relève du particulier.

La responsabilité de la collectivité est engagée en cas de mauvais fonctionnement dans les deux situations. Si, en matière d'assainissement collectif, les choses sont claires depuis de nombreuses années, il a fallu attendre la Loi sur l'Eau de 1992, remise à jour en 2006 pour doter les collectivités de textes juridiques définissant leurs compétences en matière d'assainissement autonome leur permettant ainsi d'assumer leurs responsabilités.

Article R2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales

Modifié par [Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 - art. 1 JORF 13 septembre 2007](#)

« On entend par :

- "agglomération d'assainissement" une zone dans laquelle la population et les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées pour les acheminer vers une station d'épuration ou un point de rejet final ;
- "charge brute de pollution organique" le poids d'oxygène correspondant à la demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) calculé sur la base de la charge journalière moyenne de la semaine au cours de laquelle est produite la plus forte charge de substances polluantes dans l'année ;
- "équivalent habitant (EH)" la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour. »

Article R2224-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Modifié par [Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 - art. 1 JORF 13 septembre 2007](#)

« Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif. »

Article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales

Modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 9](#)

« L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement. »

Article R2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales

Modifié par [Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 - art. 1 JORF 13 septembre 2007](#)

« Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé. »

Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

Modifié par [LOI n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240](#)

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Le présent dossier traite des points 1 et 2 de l'Article L2224-10, conformément à l'article R 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il actualise et révisé les précédents zonages de la commune élaborés en 1997 et révisé en 2005.

La nouvelle carte de zonage conclut la réflexion menée par la Municipalité.

La présente révision de zonage est soumise à enquête publique (préalable à tous travaux d'assainissement). Le déroulement de cette enquête respectera les articles R123-1 à R123-27 du code de l'environnement.

III. LES RESPONSABILITES

A) L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le code général des collectivités territoriales confère aux communes ou à l'établissement public auxquels ces compétences ont été déléguées, de nouvelles compétences en matière d'assainissement non collectif.

Les attributions réglementaires des communes en regard de la Loi sur l'Eau se traduisent par :

- une compétence obligatoire de contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif,
- une compétence optionnelle relative à l'exploitation et à l'entretien de ces installations.

La commune de BRETIGNOLLES SUR MER a délégué l'assainissement autonome à la communauté de communes de St Gilles Croix de Vie.

Le service SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) est donc assuré par la Communauté de communes.

Ce service est actuellement assuré par la société SAUR France.

La Communauté de Communes assure le suivi des installations d'assainissement non collectif :

- Diagnostic des installations existantes
- Contrôle de conception des nouvelles installations et contrôles périodiques
- Contrôle de bon fonctionnement en cas de vente immobilière

Les données suivantes sont extraites du rapport annuel du délégataire de Service Public de l'Assainissement Non Collectif pour la Communauté de Communes du Pays de Saint Gilles Croix de Vie - Exercice 2014 rédigé par la société SAUR France.

Des contrôles des installations d'Assainissement Non Collectif existantes ont été réalisées en 2011 et 2012. Sur les 82 contrôles prévus initialement, 10 personnes étaient absentes. 72 installations ont donc été contrôlées.

Il ressort de ce diagnostic :

- **24 dispositifs (30 %) "point noir » à réhabilitation urgente**
- **33 dispositifs (58 %) ayant un fonctionnement acceptable sous réserve des préconisations d'amélioration et d'entretien**
- **15 dispositifs (12 %) ayant un bon fonctionnement sous réserve d'un entretien régulier**

Le nombre d'installations en classe 1 s'explique par :

- Le nombre important d'installations sans dispositif de traitement (70% du parc),
- la mauvaise aptitude générale du sol à l'infiltration qui se traduit par des rejets d'eaux insuffisamment traitées dans le milieu hydraulique superficiel (principalement des fossés) d'où un impact sur le milieu et un risque sanitaire élevé,
- la présence de puits à usage alimentaire et de périmètres de protection de ressource en eau potable.

Les dispositifs points noirs sont des habitations dont le système d'assainissement incomplet ou inexistant engendre des problèmes de pollution, de salubrité publique ou de voisinage.

Un des objectifs de la mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif est de permettre la préservation et la reconquête de la qualité de l'eau et du milieu naturel.

Afin de hiérarchiser l'urgence d'une remise en état, nous utilisons les critères suivants pour préciser l'impact potentiel sur l'environnement ou la santé de ces installations :

- La salubrité publique (zone de baignade, périmètre de protection, puits, conchyliculture, fossé communal...)
- la qualité des eaux superficielles,
- la qualité des eaux souterraines
- la densité de l'habitat,
- les zones sensibles (périmètres de protection ressource eau potable ,...).

En 2016, des contrôles de bon fonctionnement ont été réalisés sur les installations diagnostiquées non conformes. Les contrôles de bon fonctionnement des installations conformes seront réalisés en 2020.

1. Responsabilités et obligations des usagers – Textes réglementaires

Extraits du règlement du SPANC :

Le dernier règlement du SPANC en vigueur a été validé le 12 novembre 2015.

Article 6 : Procédure préalable à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation

Tout propriétaire d'immeuble existant ou en projet est tenu de s'informer auprès de la commune du mode d'assainissement suivant lequel doivent être traitées ses eaux usées (assainissement collectif ou non). Si l'immeuble n'est pas raccordé ou raccordable à un réseau public de collecte des eaux usées, le propriétaire doit s'informer auprès du SPANC ou de la commune de la démarche à suivre. Il doit notamment présenter au SPANC tout projet de conception, réalisation, modification ou réhabilitation de son installation d'assainissement non collectif. Tous les travaux sont effectués sous l'entière responsabilité du propriétaire et les frais d'installation et de réhabilitation des dispositifs sont à la charge du propriétaire de l'immeuble dont les eaux sont issues.

Article 7 : Droit d'accès des agents du SPANC

Conformément à l'article L.1331-11 du code de la santé publique, les agents missionnés par le SPANC ont accès aux propriétés privées, notamment pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cet accès est précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins quinze jours ouvrés, cet envoi est accompagné d'une fiche déclarative sur le dispositif d'assainissement. L'envoi d'un avis préalable n'est toutefois pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande expresse du propriétaire ou son mandataire et qu'un rendez-vous est fixé avec le SPANC, notamment pour permettre la vérification de l'exécution des travaux dans les meilleurs délais. L'utilisateur doit être présent ou représenté lors de toute intervention du service, et doit remettre à l'agent du SPANC la fiche déclarative complétée et signée. Il doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du SPANC, en particulier, en dégagant tous les regards de visite du dispositif. Le SPANC s'interdit d'intervenir dans l'immeuble même, sauf en cas d'impératif technique majeur, et avec l'accord express du propriétaire de l'immeuble ou de son occupant. En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions des agents du SPANC, l'utilisateur est astreint au paiement de la somme définie à l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique. Une délibération de la communauté de communes fixe les modalités d'exécution de cette disposition.

Les agents du SPANC relèveront l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis pour effectuer leur mission, à charge pour le maire de la commune de constater ou de faire constater l'infraction, au titre de ses pouvoirs de police. Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande, sans pouvoir être reportée de plus de 60 jours.

Le destinataire de l'avis préalable de visite est informé de cette possibilité de déplacer le rendez-vous dans la convocation adressée par le SPANC. Le propriétaire devra informer le SPANC en temps utile, au moins 48 heures (hors samedis, dimanches et jours fériés) avant le rendez-vous pour que le SPANC puisse en prendre connaissance et annuler la date et l'horaire proposés.

Tout refus explicite ou implicite d'accepter un rendez-vous à la suite d'un avis préalable de visite adressé par le SPANC, lorsque celui-ci intervient dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, ainsi que l'absence répétée aux rendez-vous fixés, constitue un obstacle mis à l'accomplissement de la mission du SPANC selon les modalités fixées par l'article 32. Dans ce cas, les agents du SPANC constatent l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer l'intervention prévue.

En dehors des contrôles réglementaires, des rendez-vous à domicile peuvent être pris à la demande des usagers avec les agents du SPANC ; dans ce cas, le déplacement sera facturé.

Article 8 : Modalités et délais d'information des usagers après les visites

Les observations réalisées au cours d'une visite du SPANC sont consignées sur un rapport, dont une copie est adressée par courrier au propriétaire, et le cas échéant, à l'occupant, éventuellement au maire et aux instances compétentes. A l'issue de l'examen préalable de la conception, le rapport d'examen visé à l'article 15 est transmis dans un délai de 15 jours ouvrés, à compter de la réception d'un dossier complet. Suite au contrôle de bonne exécution des travaux, le rapport de vérification visé à l'article 17 est transmis dans un délai de 15 jours ouvrés, à compter de la date de la visite sur site.

L'avis rendu par le SPANC à la suite des contrôles est porté sur le rapport transmis. Cet avis évalue la conformité de l'installation, ainsi que les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement que peuvent présenter les installations existantes.

Article 13 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Tout propriétaire immobilier tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif, en application de l'article 5, ou qui modifie ou réhabilite une installation existante, est responsable de la conception de cette installation. La conception et l'implantation de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif, telles qu'énoncées à l'article 9.

Le propriétaire ou le futur propriétaire soumet son projet au SPANC, qui vérifie le respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables. Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante. Le SPANC informe le propriétaire de la réglementation applicable et procède à l'examen préalable de la conception, défini à l'article 15.

Article 20 (ENTRETIEN DES OUVRAGES) : Responsabilités et obligations du propriétaire et de l'occupant de l'immeuble

Le propriétaire des ouvrages fait régulièrement assurer l'entretien et la vidange de son installation de manière à garantir :

- le bon fonctionnement et le bon état des ouvrages, y compris celui des dispositifs de ventilation,
 - le bon écoulement et la bonne distribution des eaux jusqu'au dispositif d'épuration,
 - l'accumulation normale des boues et des flottants dans les ouvrages et leur évacuation par une personne agréée.
- Les ouvrages et les regards de visite doivent être fermés en permanence, afin d'assurer la sécurité des personnes, et accessibles pour assurer leur entretien et leur vérification.

L'usager est tenu de se soumettre à la vérification de cet entretien, dans les conditions prévues à l'article 22.

Article 22 (ENTRETIEN DES OUVRAGES) : Vérification de l'entretien des ouvrages par le SPANC

La vérification périodique de l'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes. Cette vérification, qui s'impose à tout usager, est exercée sur place par les agents du SPANC, selon les modalités prévues par l'article 7.

Il a pour objet de vérifier que les opérations d'entretien visées à l'article 21, qui relèvent de la responsabilité du propriétaire des ouvrages et de l'occupant des lieux, le cas échéant, sont régulièrement effectuées afin de garantir le bon fonctionnement de l'installation.

Il porte, au minimum, sur les points suivants :

- vérification de la réalisation périodique des vidanges ;
- vérification de l'entretien périodique des dispositifs constituant l'installation.

Comme il est indiqué à l'article 19, cette vérification est assurée simultanément avec la vérification du fonctionnement de l'installation. Entre deux visites du SPANC, pour les installations comportant des équipements électromécaniques nécessitant un entretien plus régulier ou les installations présentant des défauts d'entretien, l'usager communique au SPANC une copie des documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et de vidange dès leur réalisation ou à défaut à la demande expresse du SPANC.

A l'issue d'un contrôle de l'entretien des ouvrages, le SPANC formule son avis dans un rapport de visite, adressé au propriétaire et le cas échéant à l'occupant des lieux, selon les modalités prévues à l'article 8.

Dans son rapport de visite, le SPANC recommande au propriétaire des ouvrages de réaliser ou faire réaliser les opérations d'entretien nécessaires au bon fonctionnement de son installation.

Si lors de sa visite, le SPANC a constaté un défaut d'entretien entraînant un danger pour la santé des personnes ou une pollution avérée de l'environnement, il liste les opérations nécessaires pour supprimer tout risque. Le propriétaire les réalise dans un délai maximal de 4 ans, à compter de leur notification.

En cas de refus de l'intéressé d'exécuter ces opérations, il s'expose aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales prévues au chapitre IX. Ce contrôle donne lieu au paiement d'une redevance dans les conditions prévues au chapitre VIII. Les missions prévues aux articles 19 et 22 font l'objet d'une seule et même redevance

Article 23 (REHABILITATION DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF) : Responsabilités et obligations du propriétaire

Le propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif, responsable du bon fonctionnement des ouvrages, peut décider, à son initiative ou à la suite d'une visite du SPANC, de réhabiliter ou modifier son installation.

Si cette réhabilitation est nécessaire pour supprimer un risque avéré de pollution de l'environnement ou un danger pour la santé des personnes, elle doit obligatoirement être réalisée dans un délai de quatre ans, à compter de la notification des travaux à exécuter faite par le SPANC. Ce délai peut être raccourci par le Maire de la commune, au titre de son pouvoir de police.

En cas d'absence d'installation, les travaux obligatoires de réalisation d'une installation conforme doivent être exécutés dans les meilleurs délais. En cas de vente de l'immeuble et de non-conformité de l'installation, lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an à compter de la signature de l'acte de vente.

Le propriétaire, qui doit réhabiliter son installation d'assainissement non collectif, est tenu de soumettre son projet, dans les délais impartis, à l'examen préalable de conception et à la vérification d'exécution, effectuée par le SPANC, dans les conditions énoncées aux articles 15 et 17.

A l'issue de ces délais, si les travaux de réhabilitation ne sont pas effectués, le propriétaire s'expose aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales prévues au chapitre IX.

Article 24 (REHABILITATION DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF) : Exécution des travaux de réhabilitation

Le propriétaire des ouvrages, maître d'ouvrage des travaux, est responsable de la réalisation de ces dits travaux et il est tenu de les financer intégralement, sous réserve, le cas échéant, des aides financières obtenues. S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge de les exécuter.

Les travaux ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis conforme du SPANC, à la suite de l'examen préalable de conception visé à l'article 15.

Le propriétaire est tenu de se soumettre à la vérification de bonne exécution des travaux, visé à l'article 17. Pour cela, le propriétaire doit informer le SPANC avant tout commencement des travaux et organiser un rendez-vous, afin que le service puisse, par une visite sur site, vérifier leur bonne réalisation, en cours de chantier. Cette vérification de bonne exécution doit avoir lieu avant remblaiement. Le propriétaire ne peut faire remblayer les ouvrages tant que ce contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation exceptionnelle du service.

Textes réglementaires nationaux :

Article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique

Modifié par LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 159

« I. - Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement.

Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés.

II. - Le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle prévu au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, dans un délai de quatre ans suivant la notification de ce document.

Les modalités d'agrément des personnes qui réalisent les vidanges et prennent en charge le transport et l'élimination des matières extraites, les modalités d'entretien des installations d'assainissement non collectif et les modalités de l'exécution de la mission de contrôle ainsi que les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement présentés par les installations existantes sont définies par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.»

L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixe les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 :

« Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique.

En outre, elles ne doivent pas favoriser le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, ni engendrer de nuisance olfactive. Tout dispositif de l'installation accessible en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et éviter tout contact accidentel avec les eaux usées.

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles, particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels que la conchyliculture, la pêche à pied, la cressiculture ou la baignade.

Sauf dispositions plus strictes fixées par les réglementations nationales ou locales en vue de la préservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif telle que définie à l'article 1er est interdite à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation humaine. En cas d'impossibilité technique et lorsque l'immeuble est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, l'eau du captage est interdite à la consommation humaine.

Les installations mettant à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface de la parcelle des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux et doivent être implantées à distance des habitations de façon à éviter toute nuisance. Ces installations peuvent être interdites par le préfet ou le maire dans les zones de lutte contre les moustiques. »

L'arrêté du 27 avril 2012 modifiant l'article 2 de l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif :

« La mission de contrôle vise à vérifier que les installations d'assainissement non collectif ne portent pas atteinte à la salubrité publique, ni à la sécurité des personnes, et permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations. »

L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'article 2 de l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif :

« L'agrément est accordé par le préfet du département dans lequel est domiciliée la personne réalisant les vidanges.

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans. A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée, sur demande expresse du bénéficiaire, selon les modalités prévues à l'article 5. Le préfet délivre l'agrément par arrêté publié au recueil des actes administratifs. Le préfet tient à jour une liste des personnes agréées qui est publiée sur le site internet de la préfecture et qui comporte au moins les informations suivantes : désignation de la personne agréée (nom, adresse), numéro départemental d'agrément et date de fin de validité de l'agrément.

Article L216-6 alinéa 1 du Code de l'Environnement :

Modifié par [Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 4](#)

" Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés aux articles L. 218-73 et L. 432-2, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque l'opération de rejet est autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté ne sont pas respectées.

Le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu aquatique dans le cadre de la procédure prévue par l'article L. 173-9.

Ces mêmes peines et mesures sont applicables au fait de jeter ou abandonner des déchets en quantité importante dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, sur les plages ou sur les rivages de la mer. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux rejets en mer effectués à partir des navires. "

Article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales

La collectivité doit prendre en charge les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement autonome afin de protéger la santé publique. La collectivité a la possibilité d'assumer les dépenses d'entretien de ces installations.

Les propriétaires usagers ont donc obligation de doter leur habitation d'une installation d'assainissement non collectif adaptée et d'en assurer le bon fonctionnement et l'entretien avec l'approbation du SPANC.

2. Responsabilités de la commune

La commune de BRETIGNOLLES SUR MER a délégué l'assainissement autonome à la communauté de communes de St Gilles Croix de Vie.

Le service SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) est donc assuré par la Communauté de communes.

La Communauté de Communes assure le suivi des installations d'assainissement non collectif :

- **Diagnostic des installations existantes**
- **Contrôle de conception des nouvelles installations et contrôles périodiques**
- **Contrôle de bon fonctionnement en cas de vente immobilière**

Le règlement du SPANC encadre donc, sur le secteur, l'application de la réglementation relative à l'assainissement non collectif.

Ce service est actuellement assuré par la société SAUR France.

Textes réglementaires :

Article L2224-8 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Modifié par LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 159

Modifié par LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 161

" -Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé. "

L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 :

Arrêté technique qui définit les prescriptions techniques applicables à la mise en place de ces installations.

L'arrêté du 27 avril 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif :

Arrêté technique qui définit les modalités de contrôle des installations.

L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 définit les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.

Arrêté technique qui définit les modalités d'agrément pour la réalisation des vidanges des installations.

La norme XP 16-603 de mars 2007 (AFNOR DTU 64-1) :

Elle constitue le cadre normatif des installations d'assainissement non collectif. Son respect est indispensable pour définir le caractère conforme d'une installation. Les spécificités locales du règlement sanitaire départemental ou du règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.) sont également pris en compte dans la réalisation des filières.

Article L1331-11 du Code de la Santé Publique :

Modifié par LOI n°2011-525 du 17 mai 2011 - art. 37 (V)

« Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées :

1° Pour l'application des articles L. 1331-4 et L. 1331-6 ;

2° Pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prévue au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales ;

3° Pour procéder à l'entretien et aux travaux de réhabilitation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif en application du même III ;

4° Pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques et des utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique.

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions visées aux 1°, 2° et 3° du présent article, l'occupant est astreint au paiement de la somme définie à l'article L. 1331-8, dans les conditions prévues par cet article. »

Article L1331-4 du Code de la Santé Publique :

Modifié par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 46 JORF 31 décembre 2006

« Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. La commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement. »

Article L1331-5 du Code de la Santé Publique :

Modifié par Loi n°2001-398 du 9 mai 2001 - art. 3 JORF 10 mai 2001

« Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. »

Article L1331-6 du Code de la Santé Publique :

Modifié par ORDONNANCE n°2014-1335 du 6 novembre 2014 - art. 19

« Faute par le propriétaire de respecter les obligations édictées aux articles L. 1331-1, L. 1331-1-1, L. 1331-4 et L. 1331-5, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables. »

Le SPANC (communauté de communes de Saint Gilles Croix de Vie) a la responsabilité du contrôle de la mise en place et du bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif.

Les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées dans le cadre de leurs missions.

Ce service est actuellement assuré par la société SAUR France.

B) L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La commune de BRETIGNOLLES SUR MER a délégué à la Communauté de communes du Pays de Saint Gilles Croix de vie la gestion de l'assainissement collectif sur son territoire.

Le réseau de collecte intercommunal s'étend sur plus de 158 kms, il est entièrement séparatif. Etant donné l'implantation de la station d'épuration, la commune de Bretignolles sur Mer dispose de 14 postes de refoulement.

Le réseau de collecte des deux communes comporte :

- environ 130 km en gravitaire
- environ 28 km en refoulement
- 25 postes de refoulement

La commune de Landevieille s'est récemment raccordée sur la station d'épuration du Brandeau en 2012.

La station d'épuration reçoit l'intégralité des effluents collectés par les réseaux d'eaux usées des communes de BREM SUR MER et BRETIGNOLLES SUR MER.

Les caractéristiques générales de la station sont :

- Procédé de traitement : Boues Activées + Lagunage naturel (8 bassins),
- CODE SANDRE : 0485035S0003,
- Date de mise en service : 1979-2002,
- Nature des effluents : domestique,
- Exploitant : VEOLIA,
- Réseau : Séparatif (100%),
- Exutoire : le ruisseau du Brandeau.

La capacité nominale de traitement des ouvrages est de **38 000 équivalents-habitants (EH)** sur la base de la charge polluante en DBO5/EH (2280 kg, soit 60 g/jour).

D'un point de vue hydraulique, la capacité de la station est de 5 700 m3/j.

Les lagunes sont utilisées en traitement bactériologique et en sécurisation en cas de sollicitation du trop-plein du bassin tampon.

Les principaux ouvrages constituant la station sont :

- Poste de relèvement : 3 pompes
- Tamisage Débit unitaire : 300 m3/h
- Bassin tampon : 1000 m3
- Bassins d'aération (été/hiver) : 2500 m3 et 5030 m3
- Clarificateur
- Centrifugeuse : 240 kg de MS/h
- Aire de stockage : 420 m²

Les boues sont déshydratées par centrifugation après injection de polymère. Les boues sont ensuite envoyées vers un centre de compostage. La production de boues en 2014 était de 177,9 t de MS.

La station d'épuration intercommunale est exploitée par Véolia. Les données des bilans d'autosurveillance et des bilans annuels du Service de l'Eau en entrée de station en 2013 et 2014 sont extraits des rapports annuels du délégataire.

Ces données par rapport à la capacité de la station peuvent être résumés dans le tableau suivant :

	2014		2013	
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume	DBO5	Volume	DBO5
	(m3/j)	kg/j	(m3/j)	kg/j
janvier	6461,00	775,00	5858,00	182,00
février	7500,00	75,00	4169,00	375,00
mars	3661,00	476,00	3162,00	221,00
avril	2686,00	371,00	3137,00	512,00
mai	2120,00	276,00	2314,00	231,00
juin	1804,00	443,00	1909,00	613,00
juillet	3286,00	1037,00	3263,00	1050,00
août	4717,00	1774,00	3856,00	1334,00
septembre	1685,00	431,00	1849,00	505,00
octobre	1774,00	493,00	1800,00	425,00
novembre	3999,00	328,00	2920,00	285,00
décembre	2216,00	135,00	2353,00	659,00
Moyenne 2013 - 2014	3492	551	3049	533
Maximum 2013 - 2014	7500	1774	5858	1334
Capacité step (38 000 EH)	5700	2280	5700	2280
Moyenne % capacité step	61%	24%	53%	23%
Moyenne 2013 - 2014 en EH		9186		8878
Maximum en % capacité step	132%	78%	103%	59%
Maximum 2013 - 2014 en EH		29567		22233

La charge moyenne en entrée de la station est inférieure à 10 000 EH sur l'année.

La charge maximale en entrée de la station pour les années 2013 et 2014 est de 29 567 EH en août 2014.

Les charges hydrauliques reçues par la station d'épuration sont sensibles aux eaux claires parasites et augmentent avec la pluviométrie. La charge hydraulique maximale atteinte pour les années 2013 et 2014 est de 132 % de la capacité nominale en février 2014.

Des travaux sur le réseau sont en cours et programmés, suite à un diagnostic de réseau de 2012, afin d'améliorer la collecte des eaux usées et d'éviter les surcharges hydrauliques de la station.

Les charges organiques sont variables en raison de l'augmentation de la population en période estivale. Elles ont atteint au maximum 65% de la charge organique nominale en 2012.

Les concentrations mesurées en sortie de station montrent que l'épuration est efficace, les résultats sont satisfaisants.

1. Charge actuelle de la station

La **charge théorique** actuellement reçue à la station d'épuration du Brandeau est la suivante :

- Nombre d'abonnés sur les communes de Bretignolles-sur-Mer et Brem-sur-Mer en 2014 : 9 487 abonnés soit **19 800 personnes** (base 2,1 hab/logement, d'après les chiffres INSEE 2009)
- Nombre de logements commune de Landevieille : 810 logements soit **1 945 personnes** (base 2,4 hab/logement, d'après les chiffres INSEE 2009). Le nombre de raccordés n'étant pas disponible, le nombre de raccordés est assimilé au nombre de logements sur la commune.
- Pas d'industrie raccordées sur la station d'épuration

La charge théorique moyenne reçue à la station d'épuration : 21 745 EH

La charge théorique moyenne prend en compte les logements secondaires, mais doit être surévaluée pour prendre en compte les campings et la fréquentation en période estivale.

La **charge mesurée** actuellement reçue à la station d'épuration est la suivante (valeurs issues du tableau précédent pour l'année 2014) :

Charge Moyenne annuelle : 9 186 EH

Charge Maximale (aout 2014) : 29 570 EH

La charge polluante retenue en entrée de station est de 30 000 EH, correspondant à une période de pointe.

2. Charge future de la station

La charge future estimée sur la station d'épuration va être calculée à partir de la charge maximale actuelle et des développements envisagés à long terme (10 ans) sur chacune des communes raccordées par le biais des Plans d'Urbanisme.

Développements envisagés sur la commune de BREM SUR MER

Ces données sont issues du zonage d'assainissement de la commune de BREM SUR MER de janvier 2015 :

- Charges supplémentaires à court et moyen terme - 334 logements : 1005 EH
- Charges supplémentaires à long terme - 590 logements : 1 735 EH

Développements envisagés sur la commune de LANDEVIEILLE

Ces données sont issues du zonage d'assainissement de la commune de BREM SUR MER de janvier 2015 :

- Charges supplémentaires à long terme : 960 EH

Développements envisagés sur la commune de BRETIGNOLLES SUR MER

Les développements envisagés pris en compte sont issus des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du PLU de 2018.

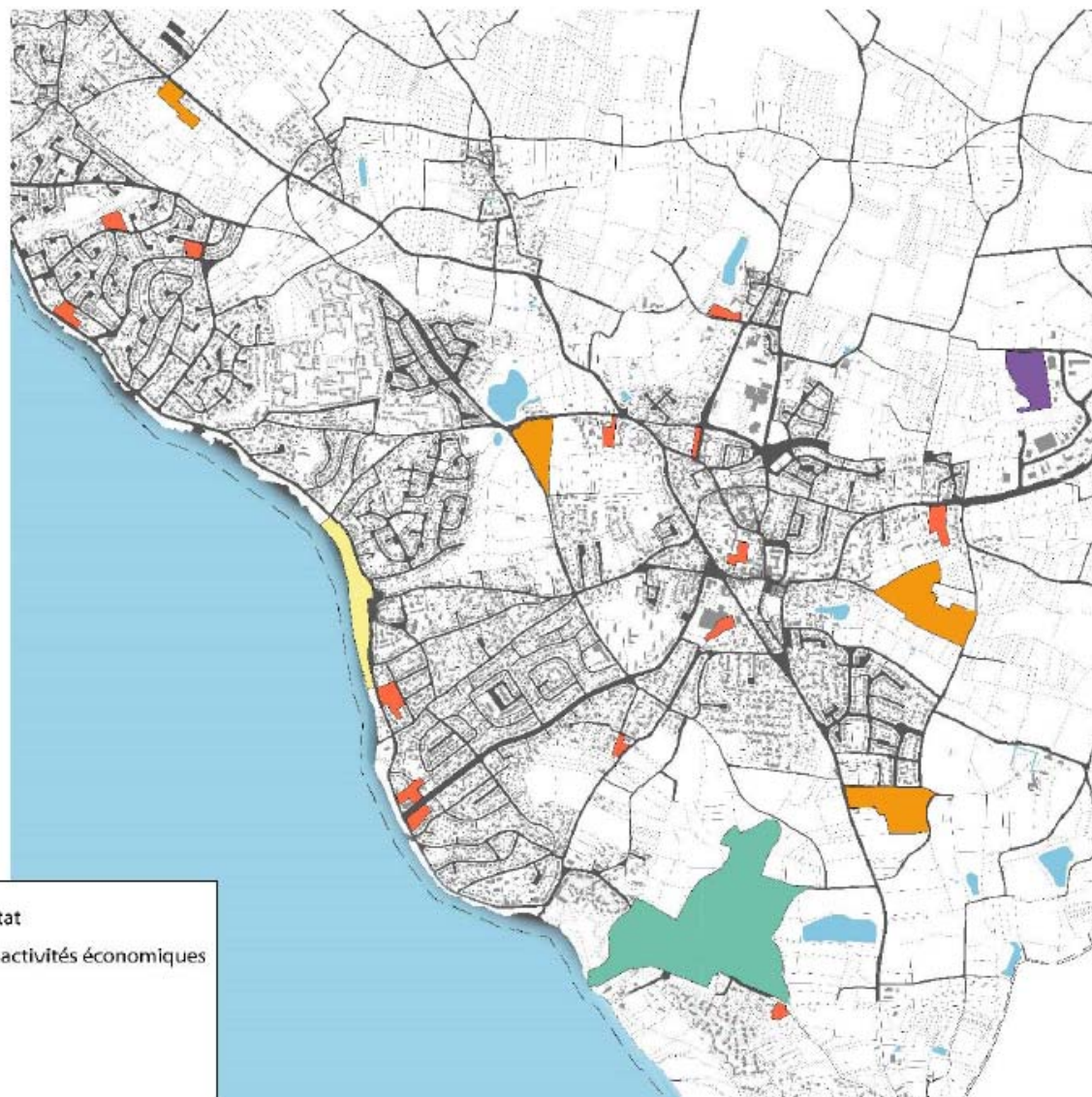
Les zones définies sont déjà desservies ou proches des réseaux d'assainissement actuels. Elles seront toutes en zone d'assainissement collectif actuel ou futur.

Ces zones sont :

- Les Morinières (1AUH)
- Les Rouettes (1AUH)
- La Grégoirière (1AUH)
- La Sauzaie / Le Littoralis (1AUH)
- Projet de port (1AUP)
- Les secteurs à optimisation foncière
- Les constructions programmées en dents creuses au sein de l'enveloppe urbaine (hors OAP)
- Extension de la zone d'activités économiques du Peuple

Localisation des secteurs concernés par des OAP

- Les OAP sectorielles :
 - Les secteurs d'extension ouverts à l'urbanisation pour l'habitat,
 - Les secteurs d'extension ouverts à l'urbanisation affectée aux activités économiques,
 - Les secteurs à optimisation foncière,
 - La Corniche,
 - Le projet du Port.
- L'OAP thématique générale de préservation des boisements en milieu urbain.



- OAP concernant les secteurs d'extension ouverts à l'urbanisation pour l'habitat
- OAP concernant les secteurs d'extension ouverts à l'urbanisation affectée aux activités économiques
- OAP concernant les secteurs à optimisation foncière
- OAP de la Corniche
- OAP projet du Port

Document extrait du PLAN LOCAL D'URBANISME : Orientations d'aménagement et de programmation

Les charges estimées par zone sont (2,1 habitants par logement et 15 EH/ha de zone économique) :

Les Morinières (1AUH)	55 logements	116 EH
Les Rouettes (1AUH)	132 logements	278 EH
La Grégoirière (1AUH)	95 logements	200 EH
La Sauzaie / Le Littoralis (1AUH)	25 logements	53 EH
constructions programmées en dents creuses au sein de l'enveloppe urbaine (hors OAP)	467 logements	981 EH
Les secteurs à optimisation foncière	173 logements	364 EH
Projet de port (1AUP)	Bâtiments dédiés aux activités	100 EH
Zone d'activités économiques du Peuple	2,7 ha	41 EH

Les charges polluantes supplémentaires à long terme de ces différentes zones représentent donc :

947 logements + l'extension de la zone d'activités économique + la zone portuaire : 2 130 EH

Synthèse des développements envisagés

Les charges polluantes futures à prendre en compte sont synthétisées ci-dessous :

Commune de BREM SUR MER :	1 735 EH
Commune de LANDEVIEILLE :	960 EH
Commune de BRETIGNOLLES SUR MER :	2 130 EH

Total : 4 825 EH

La charge reçue en pointe en période estivale est considérée à 30 000 EH.

En période de pointe estivale et en considérant les charges supplémentaires dues à l'augmentation de l'urbanisation sur les trois communes raccordées, la charge maximale reçue par la station d'épuration atteindra donc environ : 34 825 EH.

La station d'épuration, d'une capacité nominale de **38 000 EH**, sera donc capable d'absorber l'augmentation de la charge polluante prévue à long terme (10 ans), soit à l'horizon 2030 avec l'urbanisation des communes raccordées.

Les arrivées d'eaux claires sont toutefois nombreuses et à rechercher pour diminuer la charge hydraulique reçue par la station d'épuration (étude diagnostique, schéma directeur d'assainissement eaux usées en cours d'élaboration).

Article L1331-1 du Code de la Santé Publique

Modifié par [LOI n°2007-1824 du 25 décembre 2007 - art. 71](#)

« Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposé pour recevoir les eaux usées domestiques et établit sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'État dans le département, peut accorder soit des prolongations de délai qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa.

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales.

La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales. »

3. Responsabilités des propriétaires

Dispositions induites par le Code de la Santé Publique :

Article L1331-4 modifié Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 – art.46

« Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. La commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement. »

Article L1331-5

Modifié par Loi n°2001-398 du 9 mai 2001 - art. 3 JORF 10 mai 2001

« Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. »

Article L1331-6

Modifié par ORDONNANCE n°2014-1335 du 6 novembre 2014 - art. 19

« Faute par le propriétaire de respecter les obligations édictées aux articles L. 1331-1, L. 1331-1-1, L. 1331-4 et L. 1331-5, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables. »

Les propriétaires des immeubles ont donc à leur charge le raccordement au réseau d'assainissement collectif et l'entretien des installations privatives (canalisations, branchements, poste de relevage, ...).

4. Responsabilités de la commune

Article L2224-8 alinéa 1 et 2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« I.- Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

Dans ce cadre, elles établissent un schéma d'assainissement collectif comprenant, avant la fin de l'année 2013, un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Ce descriptif est mis à jour selon une périodicité fixée par décret afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages.

II.- Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières. ».

Article R2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Modifié par Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 - art. 1 JORF 13 septembre 2007

« Les communes dont tout ou partie du territoire est compris dans une agglomération d'assainissement dont les populations et les activités économiques produisent des eaux usées dont la charge brute de pollution organique est supérieure à 120 kg par jour doivent être équipées, pour la partie concernée de leur territoire, d'un système de collecte des eaux usées.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les prescriptions techniques minimales qui permettent de garantir sans coût excessif l'efficacité de la collecte et du transport des eaux usées ainsi que celle des mesures prises pour limiter les pointes de pollution, notamment celles dues aux fortes pluies. »

Article R2224-11 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Modifié par Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 - art. 1 JORF 13 septembre 2007

« Les eaux entrant dans un système de collecte des eaux usées doivent, sauf dans le cas de situations inhabituelles, notamment de celles dues à de fortes pluies, être soumises à un traitement avant d'être rejetées dans le milieu naturel, dans les conditions fixées aux articles R. 2224-12 à R. 2224-17 ci-après.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les prescriptions techniques minimales qui permettent de garantir l'efficacité de l'épuration des eaux usées, en ce qui concerne notamment la " demande biochimique en oxygène " (DBO), la " demande chimique en oxygène " (DCO), les matières en suspension (MES), le phosphore et l'azote.

Lorsque l'installation est soumise à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-2 à L. 214-6 du code de l'environnement, les prescriptions techniques minimales prévues à l'alinéa précédent peuvent être complétées ou renforcées par les arrêtés préfectoraux pris en application des articles 13 et 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 ou les mesures édictées en application des articles 31 et 32 du même décret. »

La commune, par la Communauté de communes du Pays de Saint Gilles Croix de vie, doit prendre en charge les dépenses relatives à l'assainissement collectif (le réseau, la station, les déchets, ...).

C) LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Article R2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales

Modifié par [Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 - art. 1 JORF 13 septembre 2007](#)

« On entend par :

- "agglomération d'assainissement" une zone dans laquelle la population et les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées pour les acheminer vers une station d'épuration ou un point de rejet final ;
- "charge brute de pollution organique" le poids d'oxygène correspondant à la demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) calculé sur la base de la charge journalière moyenne de la semaine au cours de laquelle est produite la plus forte charge de substances polluantes dans l'année ;
- "équivalent habitant (EH)" la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour. »

Article R2224-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Modifié par [Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 - art. 1 JORF 13 septembre 2007](#)

« Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif. »

Article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales

Modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 9](#)

« L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement. »

Article R2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales

Modifié par [Décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 - art. 1 JORF 13 septembre 2007](#)

« Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé. »

Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

Modifié par [LOI n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240](#)

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Les communes doivent délimiter sur leur territoire des zones d'assainissement collectif et non collectif en justifiant les orientations prises (intérêt pour l'environnement, coût, ...).

La révision du zonage d'assainissement est soumise à enquête publique.

Le présent dossier concerne uniquement le point 1 et 2 de l'Article L2224-10 cités ci-dessus conformément à l'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

OBJECTIF DE LA REVISION

I. LOCALISATION

La commune de BRETIGNOLLES SUR MER souhaite réviser le zonage d'assainissement approuvé en 1997 et révisé en 2005 pour plusieurs zones de la commune.

Cette révision (n° 2) concerne les secteurs de la commune qui changent d'orientation pour l'assainissement et des secteurs non zonés dans les précédents dossiers.

II. JUSTIFICATION DE LA REVISION

Rappel réglementaire : **Article R2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales**
Décret n°2006-503 du 2 mai 2006 art.1 Journal Officiel du 4 mai 2006

« Les dispositions de la présente section s'appliquent aux eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10. Pour l'application de la présente section, on entend par :

-"agglomération d'assainissement" une zone dans laquelle la population et les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées pour les acheminer vers une station d'épuration ou un point de rejet final. »

La précédente révision du zonage de 2005 prenait en compte le précédent PLU avec de nombreuses zones prévues à l'urbanisation. Dans la révision du PLU de 2018, des secteurs prévus précédemment à l'urbanisation ont été supprimés et/ou réduits fortement (revenant en zone agricole et naturelle dans le PLU).

A l'opposé, une zone à urbaniser a été ajoutée : Projet du Port au niveau du secteur de La Normandelière.

Par ces modifications importantes, certains secteurs, initialement prévus en assainissement collectif futur, ne seront pas urbanisés et sont donc retirés du zonage collectif ; d'autres secteurs, par la réduction de leur étendue, changent d'orientation vers l'assainissement non collectif.

Cette seconde révision du zonage se justifie également par les critères suivants :

- Évolutions du réseau d'assainissement pour les secteurs classés en assainissement collectif futur en 2005,
- un diagnostic d'assainissement non collectif faisant ressortir 24 points noirs,
- la diminution des aides financières de l'Agence de l'Eau et du Conseil Général pour les travaux d'assainissement,
- l'augmentation du coût des travaux,
- les travaux de mise en conformité déjà réalisés par les particuliers en assainissement non collectif,
- le contexte favorable à la mise en place de l'assainissement non collectif,
- l'évolution des filières d'assainissement non collectif (nouveaux agréments).

En application de l'Article R2224-7 du Code Général des Collectivités Territoriales : Décret n°2006-503 du 2 mai 2006 art.1 Journal Officiel du 4 mai 2006 et des données présentées ci-dessus, la commune de BRETIGNOLLES SUR MER engage une procédure de révision du zonage des techniques d'assainissement retenu en 2005.

CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

I. TOPOGRAPHIE ET CLIMATOLOGIE

1. Topographie

Brétignolles-sur-Mer est située au Nord des Marais d'Olonne. Le relief est relativement doux avec une pente globale dirigée vers le Nord-Ouest, vers la façade océanique.

Le point haut culmine à environ 38 m NGF à l'Est du territoire communal tandis que les points bas se situent sur la façade océanique.

2. Climatologie

Les précipitations sont marquées sur le versant océanique, notamment sur les îles (Yeu et Noirmoutier) même si de par sa position géographique la Vendée est moins arrosée que la Bretagne ou la Normandie. De même, il n'est pas rare d'y observer l'hiver quelques tempêtes. À noter que la Vendée est l'un des départements à avoir subi les deux tempêtes de fin 1999.

Dès lors que l'on s'enfonce dans les terres, le climat devient un peu plus rude. Ainsi, les gelées sont plus fréquentes à La Roche-sur-Yon. En revanche, le taux d'enneigement est l'un des plus faibles de France (moins de 2 jours/an).

La région du nord-est vendéen possède un relief plus prononcé (Mont Mercure, Mont des Alouettes, etc.) et possède donc un hiver plus froid que le reste du département.

Températures

Près des côtes, les étés sont relativement frais et secs même s'il est possible d'y observer des températures supérieures à 30°.

Dans les terres (au-delà de 5 km des côtes), les températures maximales sont plus élevées, notamment dans le sud du département (plaine et marais), qui subit l'influence du climat aquitain. Les grands foyers orageux caractéristiques du sud-ouest ne touchent que la limite sud du département. En ce qui concerne l'ensoleillement, l'ouest de la Vendée (Les Sables d'Olonne) compte une durée annuelle d'ensoleillement d'environ 2000 heures. Le tableau ci-dessous indique les moyennes relevées de 1971 à 2000 à la station « La Roche-sur-Yon - Les Ajoncs ».

mois	jan.	fév.	mar.	avr.	mai	juin.	juil.	août.	sept.	oct.	nov.	déc.
Température minimale moyenne (°C)	2,4	2,5	3,5	5,1	8,8	11,3	13,5	13,1	11,1	8,5	4,8	3,2
Température maximale moyenne (°C)	8,1	9,8	12,1	14,3	18,6	22,0	24,7	24,8	22,0	17,2	11,8	9,1

Les records de température maximale et minimale sur La Roche-sur-Yon sont respectivement de 38,7°C le 9 août 2003 durant la canicule européenne de 2003 et de -15,4°C le 10 février 1986.

Précipitations

L'hiver, les précipitations les plus importantes se produisent, contrairement aux idées reçues, sur le centre de la Vendée. Sur le littoral, les précipitations sont moins importantes. Les épisodes de neige sont très rares (la Vendée est l'un des départements les moins enneigés de France) puisque la neige y tombe moins de 5 jours par an (un jour de neige est un jour où l'on observe au moins un flocon de neige).

En été, contrairement à l'hiver, les précipitations sont plus abondantes dans les terres grâce aux orages qui touchent principalement l'intérieur des terres et surtout l'est Vendée.

Le tableau ci-dessous indique les moyennes relevées de 1971 à 2000 (de 1991 à 2000 pour l'ensoleillement et depuis 1984 pour les records) à la station « La Roche-sur-Yon - Les Ajoncs ».

mois	jan.	fév.	mar.	avr.	mai	juin.	juil.	août.	sept.	oct.	nov.	déc.
Précipitations (mm)	94,4	77,4	54,1	76,4	51,1	49,0	45,3	40,0	85,2	102,2	110,5	98,7
Nombre de jours avec pluie	12	11	10	10	11	8	7	6	9	12	12	14

Bilan hydrique

Le bilan climatique caractérise les entrées et les sorties d'eau du sol et permet ainsi d'apprécier l'état ou le niveau hydrique d'un sol à un moment donné et ses variations dans le temps (par rapport à sa capacité de stockage d'eau et sa réserve utile potentielle).

Les entrées sont représentées par les précipitations et l'irrigation lorsqu'elle est pratiquée, et les sorties par l'évaporation de l'eau au sol et la transpiration des plantes.

Ce bilan correspond donc à la différence mesurée entre les précipitations et l'évapotranspiration (ETP). Ceci se traduit globalement par la différenciation de deux périodes distinctes par cycle annuel

- lorsque les valeurs de précipitations (P) sont supérieures à celles de l'évapotranspiration, le bilan est positif et traduit l'excès hydrique hivernal,
- lorsque P est inférieur à l'ETP, il y a un déficit hydrique, correspondant à la période estivale : Période possible d'irrigation des cultures.

II. RESEAU HYDROGRAPHIQUE

La commune de BRETIGNOLLES SUR MER se situe sur le bassin Loire Bretagne. Elle est concernée par le bassin versant du Brandeau et plus généralement inscrit dans les SAGE Vie et Jaunay et SAGE AUZANCE, VERTONNE ET COURS D'EAU COTIERS.

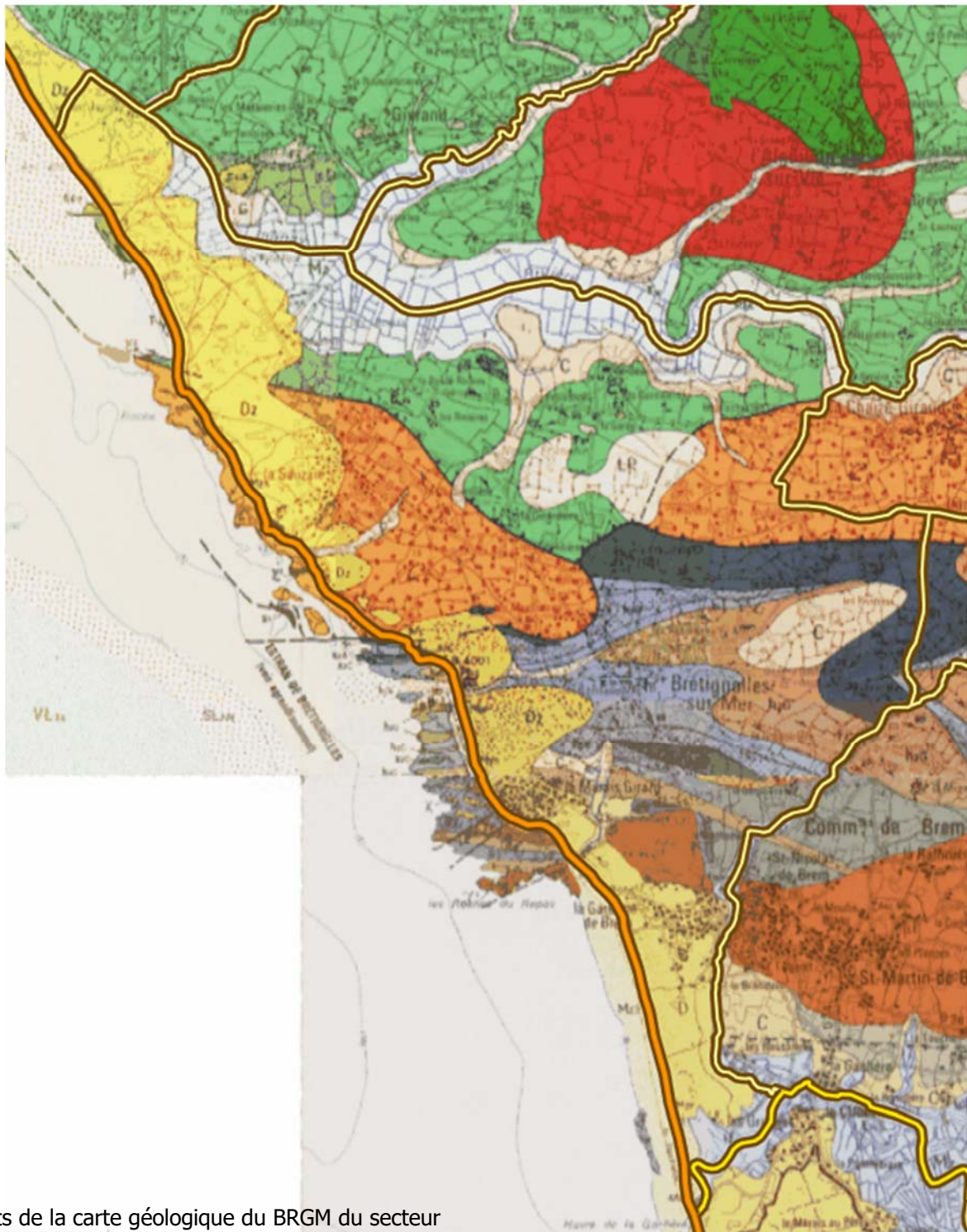
Le réseau hydrographique de surface est principalement marqué par la présence du ruisseau du Brandeau. De nombreux points d'eau, rus, mares, étangs et fossés de drainage sont présents sur le secteur.

III. GEOLOGIE ET HYDROGEOLOGIE

1. Contexte géologique



























Le secteur repose essentiellement sur des schistes (sens large) supportant des recouvrements de limons des plateaux issus de l'altération du schiste. Le secteur a également été soumis à des contraintes métamorphiques qui ont développé à partir de ces schistes des faciès géologiques dérivant sur des micaschistes et des gneiss.

Ces formations connaissent des variations latérales qui peuvent être importantes. On trouve donc des faciès argilo-sableux à limoneux, de profondeur variable avec la présence possible de filon de quartz. Les aquifères sont de type fissural. La ressource en eau souterraine y est généralement faible et limitée.



Extraits de la carte géologique du BRGM du secteur

Légende :

	Tournaisien : Schistes rouges à Conodorites et Radiolaires		Tourbes (subboréal)
	Tournaisien : Phtanites		Colluvions (würm à actuel) : sables et limons remaniés
	Série rythmique : radiolarites et schistes		Limons éoliens (Würm)
	Wenlocke : calcaires dolomitiques		Hautes terrasses fluviales
	Ampélites à nodules phosphatés, avec Acritarches et Chitinozoaires		Sables éolisés du Quaternaire ancien, remblayant les vallées (le Proux)
	Llandoveryen : Phtanite à Radiolaires de Sainte-Véronique (Brétignolles)		Sénonien : argiles et calcaires de Pont-Jaunay
	Méta-rhyolites et méta-arkoses à muscovite ("porphyroïdes")		Viséen : Grès feldspathiques du "syndinal" (Brétignolles)
	Micaschistes à muscovite		Sables découvrant à marée basse
	phtanites de la Ludovicière		Flandrien : alluvions marines : vases ("bri")
	Rhyolites du Petit Rocher		Alluvions fluviales récentes : limons remaniés, sables et cailloutis pliocènes et crétacé remaniés
	Micaschistes et grès albitiques de Saint Gilles		sables dunaires récents et actuelles
	Prasinites du Fenouiller et de l'Aiguillon		
	Rhyolites, tufs rhyolitiques et spammites du Fenouiller et de l'Aiguillon		
	Microgranites massifs de la Robinière et du Brethomé		
	Lamprophyre		

2. Contexte hydrogéologique

Les terrains métamorphiques, principalement les formations schisteuses et rhyolitiques, ne constituent pas des réservoirs aquifères importants. Les débits exploités par forages sont faibles (1 à 2 m³/h en moyenne) et ne dépassent guère les 5 à 8 m³/h lorsque les conditions de fracturation sont bonnes (fissures non colmatées). On note toutefois un captage de source à partir des schistes briovériens à la Bonninière (la Caillère-Saint-Hilaire) pour l'alimentation en eau potable du Pays Caillerois. Le débit exploité est d'environ 5 m³/h. L'eau est faiblement minéralisée. De même à la Tardière un captage de source dans les rhyolites métamorphiques, au lieu-dit la Brossardière, permet l'alimentation en eau potable de la Châtaigneraie avec un débit moyen de 10 m³/h. L'eau de cette nappe est également faiblement minéralisée.

Les amphibolites et les Prasinites renferment de petites ressources aquifères pouvant servir à des irrigations limitées à partir de forages (5 à 10 m³/h) comme au Breuil de Saint-Philbert-du-Pont-Charraut. Le basalte de la Meilleraie est quant à lui très peu productif en eau souterraine ; sa zone d'altération superficielle (5 à 6 m d'épaisseur) est toutefois exploitée par de nombreux puits particuliers. Un forage s'est révélé productif à 7 m³/h, près de Grammont, à Saint-Prouant, dans un contexte structural favorable (zone faillée). Tous les autres forages exécutés dans cette formation entre 30 et 40 m de profondeur n'ont pas montré de venues aquifères supérieures à 0,5 m³/h.

A noter que les eaux de cette nappe sont moyennement minéralisées avec une dureté élevée due en particulier à la présence de calcium provenant des carbonates contenus dans ce type de basalte. Les lentilles de Grès armoricain ou les filons de quartz peuvent constituer des réservoirs ou des zones privilégiées pour la circulation des eaux souterraines dans le socle ancien. Les formations granitiques du massif de Pouzauges apparaissent nettement plus productives surtout au contact des cornéennes ou à proximité de conditions tectoniques favorables (zones faillées). Un puits creusé à 20 m de profondeur, au lieu-dit le Tail, sert à l'alimentation en eau potable de la ville de Pouzauges à raison de 300 m³/j. En 1980, un forage réalisé à 64 m de profondeur dans le granité fissuré a permis de renforcer le réseau d'adduction à raison de 500 m³/j. A signaler que ce secteur a fait l'objet d'une étude géophysique détaillée par méthode électromagnétique pour la localisation des zones faillées. Le massif granitique de Pouzauges comporte de nombreuses petites sources souvent captées pour l'agriculture.

Les eaux souterraines provenant du granité sont peu minéralisées avec des teneurs faibles en calcium et en magnésium. Leur pH est nettement acide, ne dépassant pas 6,6. La présence de fer nécessite souvent un traitement préalable pour l'utilisation domestique.

Le secteur n'est concerné par aucun périmètre de protection de captage d'eau potable.

IV. ZONES NATURELLES

Les contraintes de ces zones de conservation consistent principalement en la surveillance de l'évolution de sites dont la qualité paysagère est reconnue du ressort de l'Etat. Ainsi, ont été recensés dans chaque département tous les sites rentrant dans le cadre de la protection des monuments naturels et des sites à caractère historique, artistique, scientifique, légendaire et pittoresque.

Ces sites sont classés suivant l'ampleur des contraintes portées à l'utilisation des lieux.

L'origine des données est le site Internet de la DREAL Pays de Loire.

Sur la commune de BRETIGNOLLES SUR MER, sont recensés :

- sites classés et inscrits :

8528 FORET D'OLONNE ET HAVRE DE LA GACHERIE

8530 LES DUNES DU JAUNAY ET DE LA SAUZAIE

- Zones de Protection Spéciale (NATURA 2000) :

FR5212010 DUNES, FORET ET MARAIS D'OLONNE

FR5212015 SECTEUR MARIN DE L'ILE D'YEU

- Sites d'Importance Communautaire (NATURA 2000) :

FR5200655 DUNES DE LA SAUZAIE ET MARAIS DU JAUNAY

FR5200656 DUNES, FORET ET MARAIS D'OLONNE

- Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux :

PL08 MARAIS ET FORET D'OLONNE

- Zones Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique de Type 1 :

50040001 FORET ET DUNES DE LA VIEILLE GARENNE A LA PARACOU

50050001 MASSIF DUNAIRE DE LA SAUZAIE

50050002 MARAIS DU JAUNAY

- Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique de Type 2 :

50040000 DUNE, FORET, MARAIS ET COTEAUX DU PAYS D'OLONNE

50050000 DUNES DE LA SAUZAIE (LE PONT JAUNAY) ET MARAIS DU JAUNAY

- Zones humides :

FR51100501 MARAIS D'OLONNE

- Parcs Naturels Régionaux : Aucun

- Patrimoine Mondial de l'UNESCO : Aucun

RAPPEL DU CONTEXTE PEDOLOGIQUE

I. OBJECTIF DE L'ETUDE DES SOLS

L'étude des sols a pour but de définir l'aptitude des sols à l'épuration et à la dispersion des eaux afin de préciser les dispositifs à mettre en place dans le cadre des dispositifs d'assainissement non collectif.

Ces données confrontées aux données générales sur le milieu physique, permettent de définir l'aptitude à l'assainissement non collectif des sites étudiés.

II. LES SOLS

METHODOLOGIE ET CLASSIFICATION

Pour chaque sondage, les éléments pris en compte sont les suivants :

- la nature et la profondeur d'apparition du substratum géologique (calcaires, marnes, colluvions...),
- la succession verticale des différents horizons pédologiques, définis par leur texture (proportion d'argiles, limons, sables), leur couleur, leur pierrosité, etc...,
- l'intensité et la profondeur d'apparition des manifestations d'excès d'eau (hydromorphie) taches rouille d'oxydation, concrétions ferro-manganiques, zones réduites de gley, etc...,

Des tests de percolation ont été réalisés pour apprécier la perméabilité des sols.

Les unités cartographiques regroupent les sondages ayant les mêmes caractères morphologiques, donc des comportements hydrodynamiques semblables.

Quatre critères ont été retenus pour leur définition :

- le substrat géologique,
- la profondeur du sol,
- la succession des horizons,
- l'hydromorphie.

L'appellation de l'unité cartographique est composée de quatre symboles qui sont successivement :

- une lettre majuscule indiquant la nature de la roche mère,
- un chiffre indiquant la profondeur du sol,
- une lettre minuscule indiquant la succession des horizons,
- un chiffre indiquant le degré d'hydromorphie (niveau d'engorgement).

Les études de sol ont été réalisées et présentées dans le document « Schéma Directeur d'assainissement » établi en 1997.

Un extrait de l'étude du « Schéma Directeur d'assainissement » établi en 1997 est présentée en annexe 1.

III. APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les cartes « Aptitude des sols à l'assainissement non collectif » est présentée en annexe 1.

Rappel de la LEGENDE DE LA CARTE L'APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL :

VERT - CLASSE I : Aptitude globalement satisfaisante

Sols profonds autorisant l'infiltration.

Dispositif préconisé : Épandage **souterrain par tranchées d'épandage à faible profondeur**.

Dispersion : In-situ par le sous-sol

Examen rapide du site avant réalisation.

JAUNE - CLASSE II : Aptitude moyenne

Sols peu profonds autorisant l'infiltration

Dispositif préconisé : **Filtre à sable non drainé**

Dispersion : In-situ par le sous-sol

Examen approfondi du site avant réalisation.

ORANGE - CLASSE III : Aptitude mauvaise

Sols hydromorphes peu perméables

Dispositifs préconisés : **filtre à sable drainé**

Dispersion : Exutoire de surface

Examen détaillé du site avant réalisation

ROUGE - CLASSE IV : Aptitude nulle

Sols alluviaux hydromorphes de fonds de vallées – Zones inondables

Dispositif préconisé : **Tertre d'infiltration**

Dispersion : Exutoire de surface.

Examen approfondi du site avant réalisation

IV. CONCLUSIONS SUR LES SOLS ET LES APTITUDES

L'aptitude des sols à l'épandage souterrain des eaux usées prétraitées dépend de trois facteurs : la texture des matériaux, la profondeur du sol et l'hydromorphie.

Un sol présente la meilleure aptitude à l'infiltration et à l'épuration des eaux lorsqu'il est profond, à texture sableuse, et sain sur au moins 80 cm (sans traces d'hydromorphie avant le substrat géologique).

Un sol moyennement profond, sain et perméable, présente une aptitude moyenne à l'épuration des eaux. L'aptitude des sols à l'épuration est considérée comme faible à nulle dans le cas de sols superficiels, argileux, hydromorphes dès la surface, avec des affleurements rocheux ou en zone de remblais.

Lorsque les sols ne peuvent assurer ni l'épuration ni la dispersion des eaux prétraitées, celles-ci sont épurées dans un massif de sable, système du filtre à sable vertical drainé, avant d'être rejetées dans le milieu hydraulique superficiel.

Selon les résultats obtenus lors de l'étude de zonage de 1997 et repris dans l'étude de 2005, la plupart des sols du périmètre d'étude disposent d'une aptitude moyenne à faible à l'épuration des eaux usées domestiques. Les sols d'aptitude moyenne et faible nécessitent de mettre en place des filières de traitement adaptées de type filtre à sable drainé ou tertres filtrants.

La perméabilité des sols de la zone d'étude est moyenne.

ANALYSE DE L'HABITAT

L'analyse de l'habitat ne concerne que les secteurs actuellement urbanisés et urbanisables en prenant également en compte la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En effet, la révision du PLU présente la suppression de nombreux secteurs urbanisables. De ce fait, certains de ces secteurs, zonés en assainissement collectif futur, basculent en zonage assainissement non collectif.

Le zonage permet également d'actualiser les secteurs précédemment classés en assainissement collectif futur et qui sont maintenant en assainissement collectif « actuel ».

En première approche, pour les secteurs concernés par la révision N° 2, nous rappellerons les données présentées dans le document de révision du zonage d'assainissement de 2005 avec les modifications prévues.

Secteur de la Cailloche (zone 1) :



Zonage de 2005

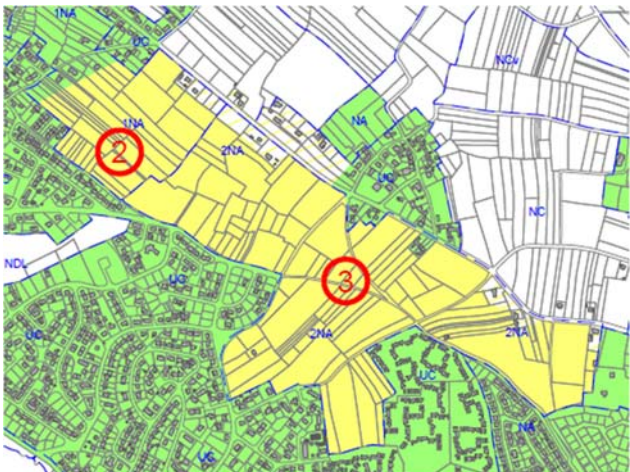


Zonage de 2018

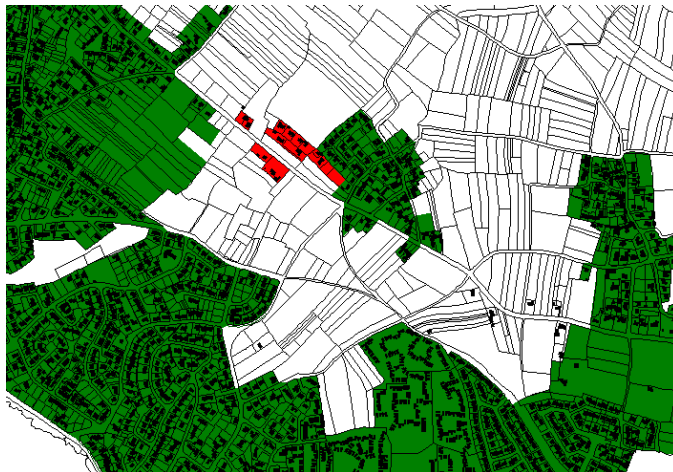
Réorientation du zonage de 2018 :

La zone prévue en assainissement collectif futur en 2005 est passée en assainissement non collectif en 2018. Cette zone n'est plus en zone urbanisable dans le PLU de 2018.

Secteur Les Brénassards et Les Prets Gouts (Zones 2 et 3) :



Zonage de 2005



Zonage de 2018

Réorientation du zonage de 2018 :

- Une grande partie des zones 2 et 3 prévues en assainissement collectif futur en 2005 est passée en assainissement non collectif en 2018. Cette partie n'est plus en zone urbanisable dans le PLU de 2018.
- Une partie de la zone 2 est toujours en zone d'assainissement collectif futur.
- Du fait du raccordement de la zone qui sera urbanisée, des habitations existantes seront également raccordées.

Secteur Les Morinières et Bellevue (zone 4) :



Zonage de 2005

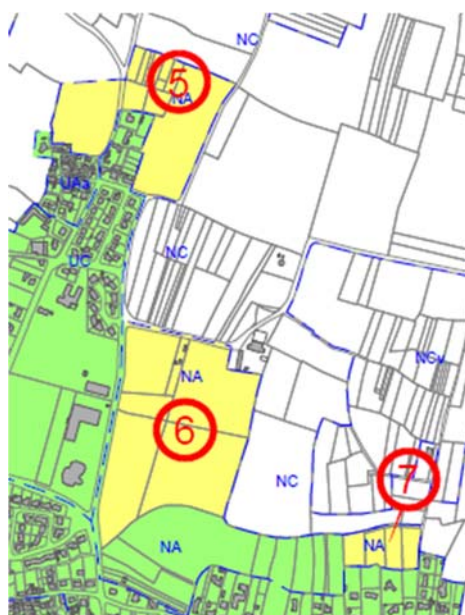


Zonage de 2018

Réorientation du zonage de 2018 :

- Une grande partie de la zone 4 prévue en assainissement collectif futur en 2005 est passée en assainissement collectif actuel en 2018 du fait de l'urbanisation et des travaux déjà réalisés.
- Les parties qui ne sont plus en zone urbanisable dans le PLU de 2018 passent en assainissement non collectif.

Secteur central (zones 5, 6 et 7) :



Zonage de 2005

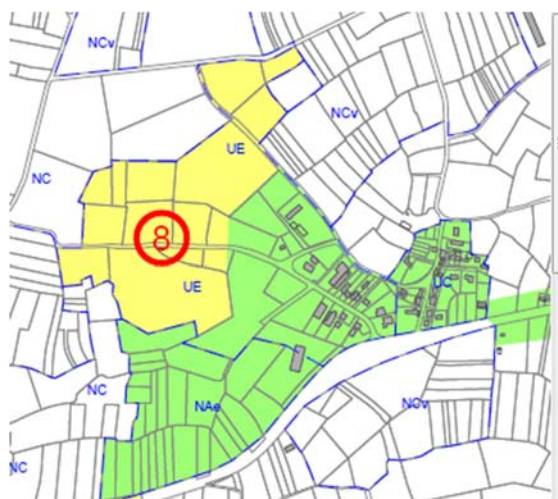


Zonage de 2018

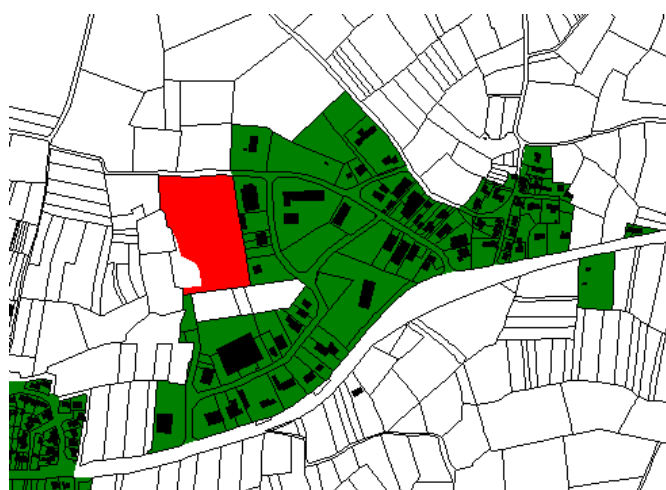
Réorientation du zonage de 2018 :

- Une grande partie des zones 5, 6 et 7 prévue en assainissement collectif futur en 2005 est passée en assainissement collectif actuel en 2018 du fait de l'urbanisation réalisée.
- Les parties qui ne sont plus en zone urbanisable dans le PLU de 2018 passent en assainissement non collectif.

Secteur de la zone du Peuple (zone 8) :



Zonage de 2005



Zonage de 2018

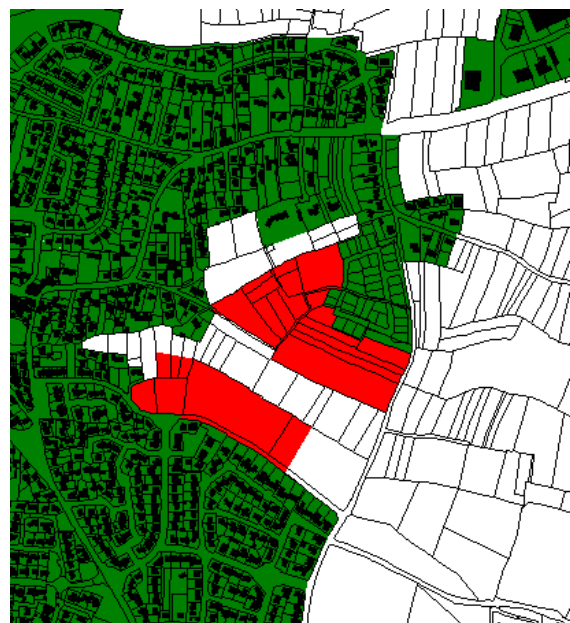
Réorientation du zonage de 2018 :

- Une partie de la zone 8 prévue en assainissement collectif futur en 2005 est passée en assainissement collectif actuel en 2018 du fait de l'urbanisation réalisée.
- Une partie de la zone 8 est toujours en assainissement collectif futur.
- Les parties qui ne sont plus en zone urbanisable dans le PLU de 2018 passent en assainissement non collectif.

Secteur Les Roullières et les Grands Trous (zones 9 et 10) :



Zonage de 2005

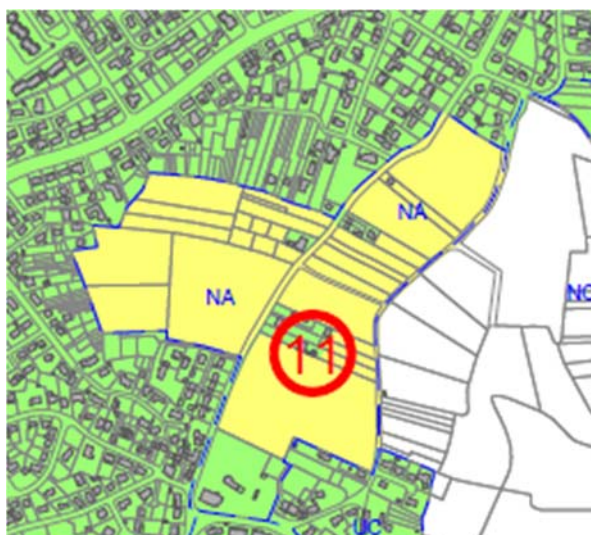


Zonage de 2018

Réorientation du zonage de 2018 :

- Une partie des zones 9 et 10 prévue en assainissement collectif futur en 2005 est passée en assainissement collectif actuel en 2018 du fait de l'urbanisation réalisée.
- Une partie des zones 9 et 10 est toujours en assainissement collectif futur.
- Les parties qui ne sont plus en zone urbanisable dans le PLU de 2018 passent en assainissement non collectif.

Secteur Le Marais Girard (zone 11) :



Zonage de 2005



Zonage de 2018

Réorientation du zonage de 2018 :

- La quasi-totalité de la zone 11 n'est plus en zone urbanisable dans le PLU de 2018, elle passe donc en assainissement non collectif.

Secteur de La Grégoirière :



Zonage de 2005



Zonage de 2018

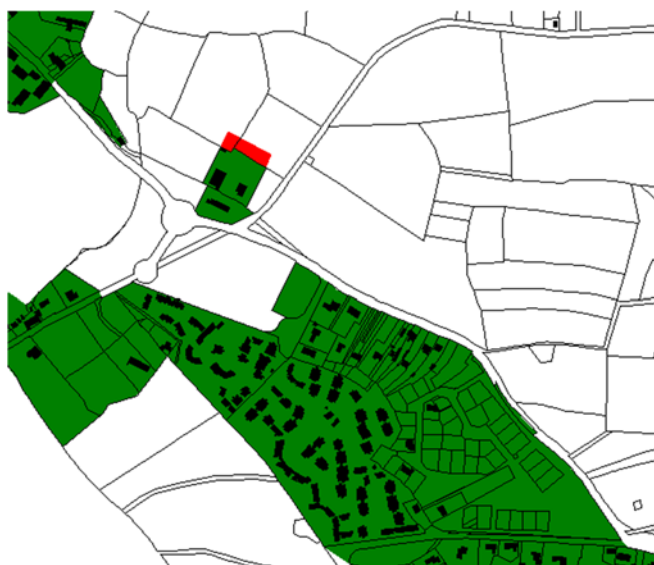
Réorientation du zonage de 2018 :

- Quelques parcelles ont été classées de zone en assainissement collectif actuel à zone en assainissement collectif futur car les travaux ne sont toujours pas réalisés,
- Une parcelle, au Sud, classée en zone à urbaniser dans le PLU de 2018 est en assainissement collectif futur. Les travaux seront réalisés dans un projet global de 115 logements.

Secteur de la Normandelière (zone 12 et projet portuaire) :



Zonage de 2005

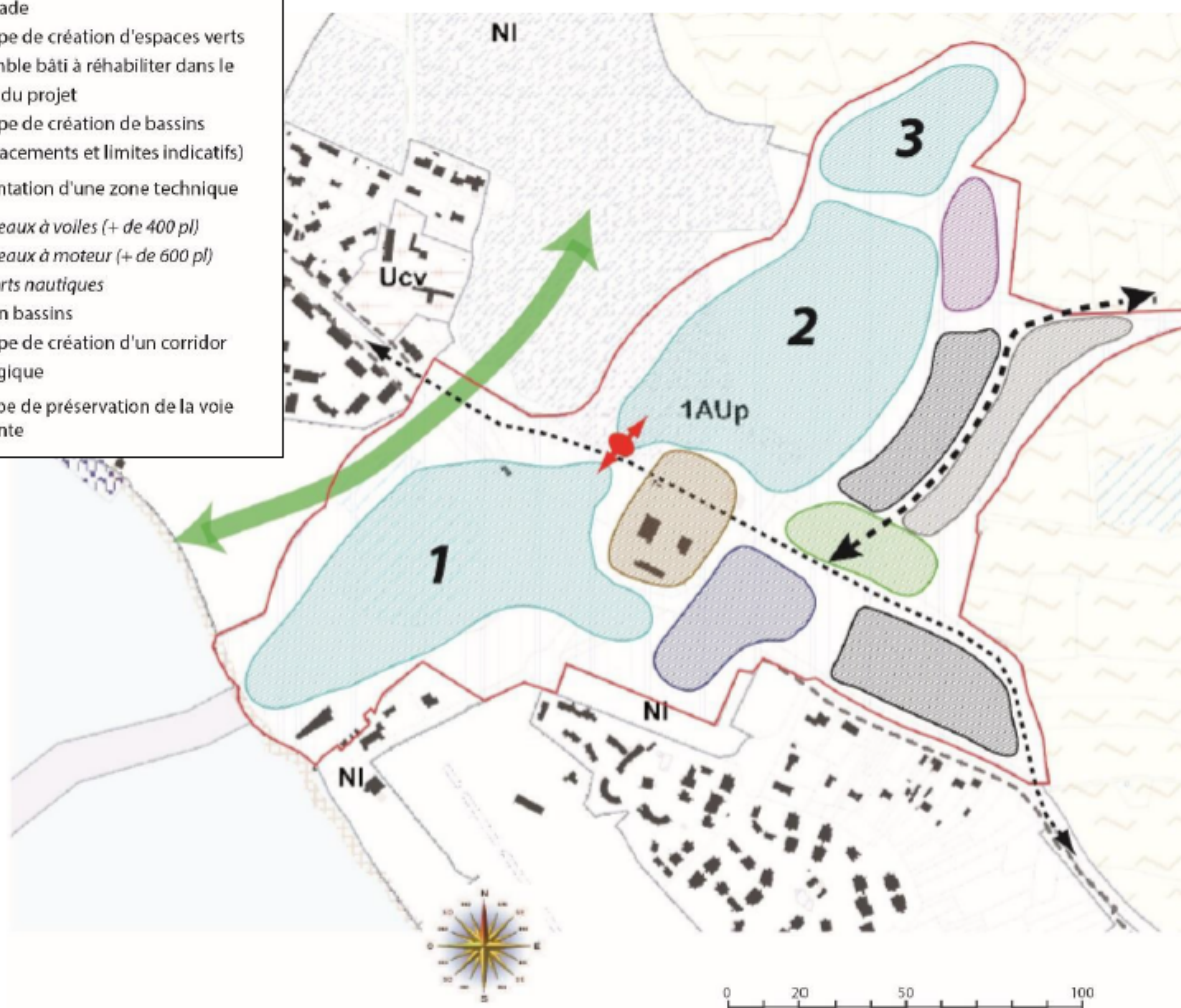


Zonage de 2018

Réorientation du zonage de 2018 :

- La totalité de la zone 12 de 2005 est urbanisée et en zone collectif actuelle en 2018,
- Par rapport au projet d'aménagement de la zone portuaire, les bâtiments devant être assainis (bâtiments dédiés aux activités portuaires) sont situés à proximité du réseau d'assainissement collectif actuel et du nouveau poste de relèvement de la Normandelière. Cette zone est donc orientée en assainissement collectif futur.

- Périmètre de l'OAP (zone 1AUp)
- Principe de la voie de desserte
- Principe d'implantation de zones de stationnement
- Principe d'implantation de zones de stationnement saisonnier
- Principe d'implantation d'une zone de baignade
- Principe de création d'espaces verts
- Ensemble bâti à réhabiliter dans le cadre du projet
- Principe de création de bassins (emplacements et limites indicatifs)
- Implantation d'une zone technique
- 1- Bâteaux à voiles (+ de 400 pl)
- 2- Bâteaux à moteur (+ de 600 pl)
- 3- Sports nautiques
- ↔ Liaison bassins
- ↔ Principe de création d'un corridor écologique
- Principe de préservation de la voie existante



**Document extrait du PLAN LOCAL D'URBANISME : Orientations
d'aménagement et de programmation
Projet de port**

ASPECT TECHNIQUE ET FINANCIER

ASPECT TECHNIQUE

La révision n°2 du zonage d'assainissement retenue par la commune de BRETIGNOLLES SUR MER et prenant en compte le nouveau Plan Local d'Urbanisme, la sensibilité du milieu, les contraintes d'habitat, la typologie des sols et l'impact financier est la suivante par secteur :

Localisation	Révision n° 1 du zonage retenue en 2005	Révision n° 2 du zonage en 2018
Camping "Les Cyprès"	Assainissement collectif	Assainissement collectif
Centre ville et zones urbanisées	Assainissement collectif	Assainissement collectif
Secteur de la Cailloche	Zone 1 : Assainissement collectif futur	Assainissement non collectif
Secteur Les Brénassards et Les Prets Gouts	Zones 2 et 3 : Assainissement collectif futur	Zones 2 et 3 : Assainissement collectif futur et assainissement non collectif pour les parties non urbanisables
Secteur Les Morinières et Bellevue	Zone 4 : Assainissement collectif futur	Zone 4 : Assainissement collectif pour les parties déjà urbanisées et assainissement non collectif pour les parties non urbanisables
Secteur La Trévière, le Moulin et la Peraie	Zones 5, 6 et 7 : Assainissement collectif futur	Zones 5, 6 et 7 : Assainissement collectif pour les parties déjà urbanisées et assainissement non collectif pour les parties non urbanisables
Secteur de la zone du Peuple	Zone 8 : Assainissement collectif futur	Zone 8 : Assainissement collectif pour les parties déjà urbanisées, assainissement collectif futur pour les parties urbanisables et assainissement non collectif pour les parties non urbanisables
Secteur Les Rouillères et les Grands Trous	Zones 9 et 10 : Assainissement collectif futur	Zones 9 et 10 : Assainissement collectif pour les parties déjà urbanisées, assainissement collectif futur pour les parties urbanisables et assainissement non collectif pour les parties non urbanisables
Secteur Le Marais Girard	Zone 11 : Assainissement collectif futur	Zone 11 : Assainissement collectif pour les parties déjà urbanisées et assainissement non collectif pour les parties non urbanisables
Secteur de La Grégoirière	Secteur en Assainissement collectif et assainissement non collectif	Assainissement collectif et assainissement collectif futur (projet de logements)
Secteur de la Normandelière	Zones 12 et projet portuaire : Assainissement collectif futur	Zone 12 : Assainissement collectif pour les parties déjà urbanisées Zone du projet portuaire : assainissement collectif futur pour bâtiments à assainir de la zone
Reste de la commune	Assainissement non collectif	Assainissement non collectif

Remarque : Les secteurs devenus non urbanisables dans la révision du PLU sont systématiquement passés en assainissement non collectif.

Pour les zones classées en assainissement non collectif, le principe est de traiter individuellement les eaux usées de chaque habitation sur le terrain situé autour de l'habitation, selon des techniques conformes à la réglementation de 2012, dont la conception et la mise en œuvre sont normalisées dans un Document Technique Unifié (DTU 64-1) dont la dernière version date de mars 2007.

De nombreuses informations sont disponibles sur le site internet gouvernemental suivant : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>

Pour les zones classées en assainissement collectif, le principe est d'acheminer les eaux usées de l'habitation par la mise en place d'un réseau de collecte sur le terrain de l'habitation et de le raccorder à une boîte de branchement située sur le domaine public.

Un réseau d'assainissement collectif, placé sous voirie, recueille les eaux usées de chaque habitation à partir des boîtes de branchement et les achemine vers une station d'épuration.

ASPECT FINANCIER

Pour l'Assainissement Non Collectif

Le coût d'un assainissement non collectif pour une maison neuve :

- 4 000 à 6 000 € H.T. En moyenne

Le coût de réhabilitation d'un assainissement non collectif sur une maison existante :

- 5 000 à 7 000 € H.T. En moyenne. Ce coût est très variable en fonction de l'installation existante, du terrain et de la complexité du chantier.

Pour les secteurs classés en assainissement collectif

Le coût moyen des travaux comprendra la mise en place d'un réseau de collecte des eaux usées, sur le terrain de l'habitation (de l'habitation à la boîte de branchement). Il pourra être variable d'une habitation à l'autre en fonction des difficultés de réalisation du chantier telles que :

- Localisation des sorties d'eaux usées de l'habitation (profondeur; regards; pompe de relèvement)
- Occupation du terrain (Arrachage d'arbres; difficulté d'accès...),
- Présence d'ouvrages d'Assainissement Non Collectif à combler (Ancienne fosse septique ou toutes eaux...),
- Présence de réseau enterré (Eau; électricité; téléphone),
- ...

Les coûts suivants peuvent être pris en compte :

- 150 à 200 € / mètre linéaire de réseau séparatif sous voirie
- 800 € l'unité pour le raccordement au domaine public d'une habitation
- 10 000 à 20 000 € pour un poste de refoulement
- 600 € / EH pour une station d'épuration de 2 000 à 4 000 EH
-

Sur cette base, le raccordement d'une habitation occupée par 3 personnes, distante de 30 mètres linéaires de l'habitation précédente coûtera :

Réseau :	30 ml	x	150 à 200 €	4 500 à 6 000 €
Raccordement :	1	x	800 €	800 €
Participation au traitement :	3	x	600 €	1 800 €

TOTAL H.T. 7 100 à 8 600 €

Compte tenus de ces coûts pour l'assainissement non collectif et collectif, il n'est pas raisonnable d'envisager un raccordement au réseau collectif d'une habitation avec une extension du réseau supérieure à 25-30 mètres.

L'assainissement collectif est financièrement inacceptable :

- pour des secteurs où l'habitat est diffus,
- pour des habitations situées top loin du réseau de collecte existant,
- pour des habitations en situation topographique défavorable, nécessitant notamment un poste de refoulement.

Par contre, l'assainissement collectif peut être justifié dans le cas de problèmes sanitaires sur certains secteurs où notamment l'assainissement non collectif est peu adapté.

CONCLUSION

La commune de BRETIGNOLLES SUR MER souhaite réviser le zonage d'assainissement, approuvé en 1997 et révisé en 2005, en cohérence avec la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En effet, la précédente révision du zonage de 2005 prenait en compte le précédent PLU avec de nombreuses zones prévues à l'urbanisation.

Dans la révision du PLU de 2018, des secteurs prévus précédemment à l'urbanisation ont été supprimés et/ou réduits fortement (revenus en zone agricole ou naturelle dans le PLU.

A l'opposé, une zone à urbaniser a été envisagée sur le secteur de la Normandelière.

Par ces modifications importantes, certains secteurs initialement prévus en assainissement collectif futur ne seront pas urbanisés et sont donc retirés du zonage collectif.

L'assainissement non collectif est justifié par le caractère dispersé de l'habitat sur de nombreux secteurs.

Il est, dans ce cadre, du ressort du propriétaire d'équiper l'habitation d'un dispositif individuel adapté et performant (article L33 du code de la santé publique). Le service public d'assainissement non collectif aura pour charge d'assurer le suivi de la mise en conformité des filières, le conseil technique et de contrôler la conformité des travaux de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif.

ANNEXES

ANNEXES

**ANNEXE 1 : extraits de l'étude du « Schéma Directeur d'assainissement »
établi en 1997**

ANNEXE 2 : Données environnementales

ANNEXE 3 : Carte de zonage des techniques d'assainissement

ANNEXE 1 : EXTRAITS DE L'ÉTUDE DU « SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT » ÉTABLI EN 1997

I.4. APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

I.4.1. Objectif de l'étude pédologique

L'étude des sols a pour but de définir l'aptitude des sols à l'épuration et à la dispersion afin de préciser les dispositifs à mettre en place dans le cadre de solutions individuelles.

Ces données, confrontées aux données générales sur le milieu physique, permettront de définir l'aptitude à l'assainissement individuel des sites étudiés.

4 catégories nous permettent de classer rapidement les sols en fonction de leur aptitude à l'assainissement individuel et d'en déduire le dispositif de traitement adapté :

I vert	bonne aptitude , dispositif par tranchées filtrantes
II jaune	aptitude moyenne , dispositif par tranchées filtrantes surdimensionnées ou par filtres à sable non drainés
III orange	mauvaise aptitude , dispositif par filtres à sable drainés
IV rouge	aptitude nulle , dispositif par terre d'infiltration

Un panachage de solutions peut être proposé sur les secteurs présentant d'importantes variations latérales du type de sol, variations non cartographiables à l'échelle de travail qui se rencontrent particulièrement sur les terrasses en raison des changements du régime de sédimentation.

I/III vert/orange	aptitude moyenne , perméabilité réduite, dispositif par tranchées filtrantes surdimensionnées ou par filtres à sable drainés
II/III jaune/orange	aptitude moyenne , profondeur et/ou perméabilité réduite, dispositif par filtres à sable non drainés ou par filtres à sable drainés
III/IV orange/rouge	aptitude moyenne , perméabilité très réduite et risques de remontée de la nappe alluviale, dispositif par filtres à sable drainés ou par terres d'infiltration

I.4.2 Méthodologie et technique de cartographie

La cartographie a été réalisée sur des fonds à l'échelle du 1/5 000, à l'aide de sondages à la tarière à main (profondeur maximale 1,20 m).

5 tests de percolation ont été réalisés sur le territoire communal pour apprécier la perméabilité des sols (méthode de PORCHET à niveau constant).

Pour chaque sondage, nous avons pris en compte les caractères morphologiques suivants :

- ☞ **la nature et la profondeur d'apparition du substratum géologique** (calcaires, marnes, colluvions, alluvions),
- ☞ **la succession verticale des différents horizons pédologiques**, définis par leur texture (proportion d'argile, limons, sables), leur couleur, leur pierrosité, etc...,
- ☞ **l'intensité et la profondeur d'apparition des manifestations d'excès d'eau (hydromorphie)** : taches rouilles d'oxydation, concrétions ferromanganiques, zones réduites de gley, etc... .

I.4.3. Définition des unités cartographiques

Les unités cartographiques regroupent les sondages ayant les mêmes caractères morphologiques, donc des comportements hydrodynamiques semblables.

Quatre critères ont été retenus pour leur définition :

- ☞ **Le substrat géologique,**
- ☞ **la profondeur du sol,**
- ☞ **la succession des horizons,**
- ☞ **l'hydromorphie.**

I.4.4. Légende de la carte des sols

L'appellation de l'unité cartographique est composée de quatre symboles qui sont successivement

- ☞ une lettre majuscule indiquant la nature de la roche mère ;
- ☞ un chiffre indiquant la profondeur du sol ;
- ☞ une lettre minuscule indiquant la succession des horizons ;
- ☞ un chiffre indiquant le degré d'hydromorphie (niveau d'engorgement).

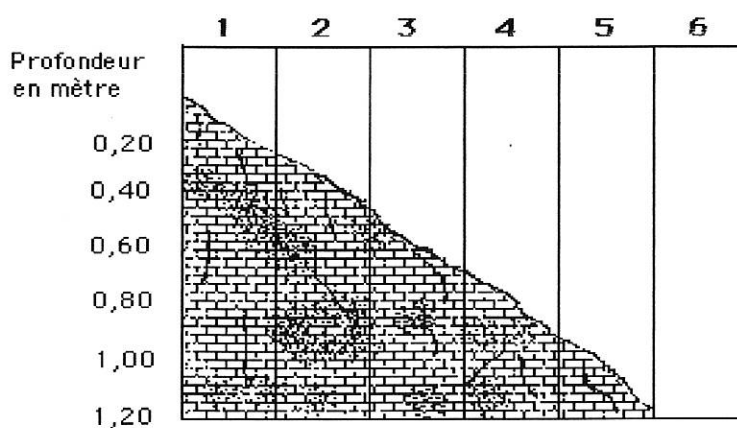
m Nature de la roche mère

En confrontant les données géologiques et le résultat de nos investigations, nous avons retenu les distinctions suivantes sur le territoire communal :

D	:	Sable dunaire ;
L	:	Limon des plateaux ;
S	:	Schiste ;
Sa	:	Schiste altéré ;
G	:	Grès ;
X	:	Roches métamorphiques ;
Xa	:	Roches métamorphiques altérées ;
C	:	Colluvions de pente et de fond de vallons ;
A	:	Alluvions ;

m Profondeur du sol

La profondeur du sol est déterminée par la profondeur d'apparition du matériau défini précédemment. Elle est indiquée par des chiffres arabes allant de 1 à 6.



- 1 : moins de 20 cm de profondeur,
- 2 : entre 20 et 40 cm de profondeur,
- 3 : entre 40 et 60 cm de profondeur,
- 4 : entre 60 et 90 cm de profondeur,
- 5 : entre 90 et 120 cm de profondeur,
- 6 : supérieur à 120 cm de profondeur.

m Succession des horizons

La succession des horizons définissant le type de sol (type pédogénétique) est représentée par les lettres minuscules suivantes :

- | | |
|----------|----------------------------|
| b | : sol brun ; |
| f | : sol faiblement lessivé ; |
| l | : sol lessivé ; |
| a | : sol d'apport. |

m L'hydromorphie

C'est la manifestation d'un engorgement en eau du sol. Les horizons ainsi affectés présentent des caractères particuliers, directement liés à l'intensité et à la permanence de l'excès d'eau :

- ☞ taches et bariolages gris et rouille, concrétions noirâtres : hydromorphie temporaire ➡ horizon à *pseudo-gley*,
- ☞ couleur gris bleutée généralisée avec taches rouille : hydromorphie permanente ➡ horizon nommé *gley*.

Ce caractère est donc essentiel dans l'appréciation du comportement hydrique du sol. Nous avons défini les classes d'hydromorphie suivantes, numérotées de 0 à 6 :

- | | |
|----------|--|
| 0 | : sol sain, |
| 1 | : hydromorphie peu intense au delà de 60 cm, |
| 2 | : hydromorphie d'intensité moyenne se marquant à partir de 50 cm, |
| 3 | : hydromorphie d'intensité moyenne à forte se marquant dès la base de l'horizon humifère ou labouré (30 cm), |
| 4 | : hydromorphie de forte intensité dès la base de l'horizon humifère (30 cm) et quelques taches d'oxydation dans le labour, |
| 5 | : hydromorphie marquée dès la surface, mais la réduction n'affecte pas 50% de la matrice, |
| 6 | : hydromorphie marquée dès la surface et réduction affectant plus de 50 % de la matrice. |

m Exemple

S 3 b 0			
S : Schiste	3 : profondeur entre 40 et 60 cm	bc : sol brun	0 : sol sain

I.5. DESCRIPTION DES TYPES DE SOLS RENCONTRÉS SUR LE SECTEUR D'ÉTUDE :

I Les sols bruns sur Schistes et Schiste altérés

□ Unités cartographiques :

S3 b3, S3 b4, S4 b3, S4 b4, S4 b5
Sa3 b4, Sa4 b3, Sa4 b4, Sa4 b5

□ Caractères morphologiques et hydriques : profil type :

HORIZON 1 : AL

couleur brun à brun jaunâtre foncé, texture à dominance limon moyen sableux à limon argilo-sableux, structure polyédrique subanguleuse fine et nette. Poreux. Nombreuses racines. Cailloux de schistes et de quartz parfois nombreux. Sain à hydromorphe dès la surface.

HORIZON 2 : S (parfois absent)

couleur brun jaune clair, texture limon moyen sableux. Poreux, présence de racines, charge en cailloux de schistes parfois importante, hydromorphie marquée.

HORIZON 3 : C

Schiste ou son altération présentant une orientation oblique à horizontale. Plus ou moins altéré dans une matrice sablo-argileuse.

□ Aptitude à l'assainissement :

Epuration : les risques d'engorgement en période d'excédent hydrique font que ces sols sont inaptes à l'épuration une partie de l'année.

Dispersion : la présence de nappe temporaire rend ses sols peu aptes à la dispersion pour une partie de l'année (période d'excédent hydrique).

Type de sol	Dispositif préconisé	Couleur de la carte des sols
S3 b3, S3 b4, S4 b3, S4 b4, S4 b5, Sa3 b4, Sa4 b3, Sa4 b4, Sa4 b5	filtres à sables drainés verticaux ou horizontaux si absence d'exutoire	-orange-

Les tests d'infiltration effectués sur ces sols montrent une très faible perméabilité.

II Les sols bruns sur grès

□ Unités cartographiques :

G3 b3, G4 b3, G4 b3

□ Caractères morphologiques et hydriques : profil type :

HORIZON 1 : AL

couleur brun foncé, texture à dominance limon argilo-sableux à limono-sableux, présence de quelques cailloux de grès, poreux, légèrement hydromorphe.

HORIZON 2 : S

couleur brun jaune clair, texture sablo-argileux, poreux à moyennement poreux, présence de racines, charge moyenne en cailloux de grès, présence de taches d'hydromorphie marquées en raison de l'imperméabilité du substratum.

HORIZON 3 : C

Grès en bloc ou altéré dans une matrice argilo-sableuse avec graviers de Quatrz

□ Aptitude à l'assainissement :

Epuration : les risques d'engorgement en période d'excédent hydrique font que ces sols sont inaptes à l'épuration une partie de l'année.

Dispersion : la présence de nappe temporaire rend ses sols peu aptes à la dispersion pour une partie de l'année (période d'excédent hydrique).

Type de sol	Dispositif préconisé	Couleur de la carte des sols
G3 b3, G4 b3, G4 b3	filtres à sables drainés verticaux ou horizontaux si absence d'exutoire	-orange-

III Les sols brun sur roches métamorphiques et leur altération

□ Unités cartographiques :

X2 b0, X3 b0, X3 b3, X4 b3, X5 b4
Xa4 b4, Xa5 b4

□ Caractères morphologiques et hydriques : profil type :

HORIZON 1 : AL

couleur brun foncé, texture à dominance limon argilo-sableux à argilo-sableux, présence de nombreux cailloux, poreux, sain à fortement hydromorphe sur altération.

HORIZON 2 : S

couleur brun jaune clair, texture limon-argilo-sableux, poreux, présence de racines, charge en cailloux, hydromorphie nulle sur secteurs pentus sinon marquée.

HORIZON 3 : C

Horizon minéral représenté par la roche ou son altération. Bonne circulation latérale en certains endroits peu profonds, pratiquement nulle en dehors avec une forte humidité des horizons d'altération.

□ Aptitude à l'assainissement :

Epuration : les risques d'engorgement en période d'excédent hydrique font que ces sols sont inaptes à l'épuration une partie de l'année.

Sur les terrains présentant des circulations verticales, l'hydromorphie est faible du fait de ces possibilités d'évacuation, par contre on ne peut considérer le substratum comme perméable.

Dispersion : la présence de nappe temporaire rend ses sols peu aptes à la dispersion pour une partie de l'année (période d'excédent hydrique). Certains secteurs offrent par contre des possibilités d'évacuation latéralement en surface.

Type de sol	Dispositif préconisé	Couleur de la carte des sols
X2 b0, X3 b0	filtres à sables drainés avec évacuation latérale au dessus de la roche	-orange-
X3 b3, X4 b3, X5 b4 Xa4 b4, Xa5 b4	filtres à sables drainés verticaux ou horizontaux si absence d'exutoire	-orange-

IV Les sols lessivés et faiblement lessivés sur limons

□ Unités cartographiques :

L4 f3, L5 f3, L4 l4, L5 l5

□ Caractères morphologiques et hydriques : profil type :

HORIZON 1 : AL

Horizon riche en matière organique. Couleur brun foncé. Hydromorphie généralement marquée dès la surface. Texture limon-moyen-sableux. Structure polyédrique moyenne. Peu d'éléments grossiers. Pas d'effervescence à l'acide.

HORIZON 1 : E

Brun avec de nombreuses petites taches rouilles d'oxydation. Texture limon argilo-sableux. Structure polyédrique moyenne nette. Racines peu abondantes. Poreux (pores fins et galeries de lombrics). Rares cailloux de quartz Horizon appauvri en éléments fins, sensible au compactage.

HORIZON 1 : Bt(g)

Brun jaunâtre à brun avec revêtements argileux. Structure polyédrique moyenne. Nombreuses taches rouilles d'oxydation. Concrétions ferro-manganiques. Peu poreux. Rares cailloux de quartz. Horizon enrichi en éléments argileux suite au phénomène de lessivage.

HORIZON 1 : C

Limon profonds, humide.

□ Aptitude à l'assainissement :

Epuration : les risques d'engorgement en période d'excédent hydrique font que ces sols sont inaptes à l'épuration une partie de l'année.

Dispersion : la présence de nappe temporaire rend ses sols peu aptes à la dispersion pour une partie de l'année (période d'excédent hydrique).

Type de sol	Dispositif préconisé	Couleur de la carte des sols
L4 f3, L5 f3, L4 l4, L5 l5	filtres à sables drainés verticaux ou horizontaux si absence d'exutoire	-orange-

V Les sols sur sables dunaires

□ Unités cartographiques :

D1

□ Caractères morphologiques et hydriques : profil type :

HORIZON 1 : AL

horizon très peu profond voire absent. Matière organique peu décomposée. Texture sable limoneux.

HORIZON 3 : C

sable dunaire, meuble de granulométrie moyenne.

□ Aptitude à l'assainissement :

Épuration : l'absence de sol proprement dits limite fortement l'activité biologique et les possibilités d'épuration. Il sera nécessaire de mettre en place un système de type tranchées filtrantes avec des matériaux adaptés.

Dispersion : la dispersion ne pose pas de problèmes particuliers sur ce type de sol. Cependant, du fait de l'absence de stabilité des terrains, il faudra veiller à mettre les tranchées filtrantes à faible profondeur en les concevant comme des lits d'épandage (cf DTU sur les dispositifs d'assainissement individuel).

Type de sol	Dispositif préconisé	Couleur de la carte des sols
D1	tranchées filtrantes à faibles profondeurs conçues sur la base des lits d'épandage	-verte-

VI Les sols d'apport sur colluvions

□ Unités cartographiques :

C5 a5

□ Caractères morphologiques et hydriques : profil type :

HORIZON 1 : AL

Couleur brun foncé. Texture limon-moyen sableux. Structure polyédrique fine à sur structure grossière. Quelques cailloux. Poreux.

HORIZON 2 : S

Couleur brun jaunâtre. Taches d'oxydation rouilles. Texture limono-argilo-sableuse. Structure polyédrique. Cailloux et graviers. Moyennement poreux.

HORIZON 3 : C

Couleur brun jaunâtre ou grise. Taches d'oxydation rouilles et plages réduites pour les sols situés en fond de talweg. Texture limono-argilo-sableuse à argile lourde. Poreux.

□ Aptitude à l'assainissement :

Épuration : ces sols sont inaptes à une épuration in-situ du fait de leur forte hydromorphie.

Dispersion : la présence de nappe temporaire rend ses sols peu aptes à la dispersion pour une partie de l'année (période d'excédent hydrique).

Type de sol	Dispositif préconisé	Couleur de la carte des sols
- C5 a4	- tertres d'infiltration	-rouge-

VII Les sols d'apport sur alluvions

❑ Unités cartographiques :

A5 a5 - A5 a6

❑ Caractères morphologiques et hydriques : profil type :

HORIZON 1 : AL

Couleur brun gris, taches d'oxydation rouilles. Texture limono-argilo-sableuse. Structure polyédrique fine à sur structure grossière. Poreux. Nombreuses racines fines, gainées rouille.

HORIZON 2 : S

Couleur brun gris à gris bariolé rouille. Texture limono-argilo-sableuse à argileuse. Structure polyédrique. Poreux.

HORIZON 3 : C

Couleur grise, taches d'oxydation rouille. Texture argileuse. Structure polyédrique. Poreux.

❑ Aptitude à l'assainissement :

Épuration : ces sols sont inaptes à une épuration in-situ du fait de leur forte hydromorphie.

Dispersion : la présence de nappe permanente rend ses sols peu aptes à la dispersion.

Type de sol	Dispositif préconisé	Couleur de la carte des sols
- A5 a5 - A6 a6	- tertres d'infiltration	-rouge-

I.6. CONCLUSION SUR L'APTITUDE DES SOLS À L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL :

Cette analyse du contexte pédologique fait donc apparaître des conditions de sol très variables quant à leur aptitude à l'assainissement individuel.

D'une manière générale, on peut conclure :

sols bruns sur schistes et schistes altérés	: aptitude mauvaise ;
sols bruns sur grès	: aptitude mauvaise ;
sols bruns sur roches métamorphiques et altération	: aptitude mauvaise ;
sols lessivés et faiblement lessivés sur limons	: aptitude mauvaise ;
sols sur sables dunaires	: aptitude bonne ;
sols d'apport sur colluvions	: aptitude nulle ;
sols d'apport sur alluvions	: aptitude nulle ;

L'assainissement par filtration sur sable est une technique permettant d'obtenir des résultats satisfaisants sur les matières en suspension (MES) et sur la demande biologique en oxygène (DBO). Elle permet également une bonne nitrification, la dénitrification étant par contre très limitée.

De la même manière, la filtration sur sable est une technique intéressante en matière d'abattement bactérien, sous réserve d'une bonne réalisation des filtres excluant toute circulation préférentielle.

✓ Carte des sols et d'aptitude à l'assainissement individuel (cf cartes en fin de chapitre)

Le choix des dispositifs, conformes à la réglementation actuelle, obéit à des critères de fiabilité, de faible coût d'entretien et de simplicité de conception comme de mise en oeuvre.

Le dimensionnement proposé tient compte de la perméabilité moyenne mesurée par les tests de percolation. Il est établi pour une habitation type F3-F4 avec une occupation moyenne de 3 à 4 personnes.

Un examen précis de chacun des sites sera nécessaire avant toute mise en oeuvre afin de vérifier l'ensemble des contraintes et la classe d'aptitude.

Les cartes du secteur étudié sont présentées à l'échelle du 1/5 000.

☞ La carte comporte une légende double :

☐ des indications correspondant à la légende "SOL" :

Le contenu pédologique de chaque unité est donné par la notation en 4 critères :

Substrat - profondeur - type de sol - hydromorphie

☐ une couleur visualisant immédiatement l'aptitude du sol à l'assainissement individuel selon une classification en 4 catégories.

✓ Résultats des tests de perméabilité

n°	Secteur	Profondeur cm	Résultat mm/h	Aptitude
1	la Grégoirière	80	0	
2	les Rivières	80	0	
3	les Bouchetières	85	0	
4	la Bassoie	60	0	
5	la Basse Fontaine	50	0	

✓ Légende de l'aptitude des sols à l'assainissement individuel**CATEGORIE I - Aptitude satisfaisante - VERT :***Site satisfaisant permettant l'épuration et la dispersion des effluents.**Dispositif préconisé : **Epandage souterrain par tranchées filtrantes.****Dispersion : in-situ par le sous-sol.**Examen rapide du site avant réalisation.***CATEGORIE II - Aptitude moyenne - JAUNE :***Site présentant des contraintes pédologiques (légère hydromorphie ou faible volume de sol) pouvant rendre nécessaire l'utilisation de dispositifs spéciaux pour l'épuration et la dispersion des effluents.**Dispositif préconisé : **Filtre à sable ou tranchées filtrantes surdimensionnées.****Dispersion : in-situ par le sous-sol.**Examen approfondi du site avant réalisation.***CATEGORIE III - Aptitude faible - ORANGE :***Site présentant des contraintes pédologiques importantes (hydromorphie, perméabilité) pouvant rendre nécessaire l'utilisation de dispositifs spéciaux pour l'épuration et la dispersion des effluents.**Dispositifs préconisés : **filtre à sable vertical ou horizontal drainé** en fonction des possibilités et des niveaux d'exutoire.**Dispersion : exutoire de surface ou puits d'infiltration.**Examen détaillé du site avant réalisation.***CATEGORIE IV - Mauvaise aptitude - ROUGE :***Site présentant des contraintes hydriques très importantes (nappe alluviale).**Dispositif préconisé : **Tertre d'infiltration** en superstructure alimenté par une pompe de relevage.**Dispersion : In situ.**Examen approfondi du site avant réalisation.*

Commune de Brétignolles-sur-Mer (85)

LÉGENDE DE LA CARTE DES SOLS (1/5 000ème)

SUBSTRAT GÉOLOGIQUE

S	Schiste
Sa	Schiste altéré
G	Grès
X-Xa	Roche métamorphique et altération
L	Limons
A	Alluvions
C	Colluvions
D	Sable dunaire

HYDROMORPHIE

0	sol sain
1	faible au delà de 60 cm
2	moyenne au delà de 50 cm
3	intense au delà de 30 cm
4	faible intensité dès la surface
5	intensité inférieure à 50 % dès la surface
6	très forte intensité dès la surface

EPAISSEUR DE TERRE VÉGÉTALE

1	entre 0 et 20 cm
2	de 20 à 40 cm
3	de 40 à 60 cm
4	de 60 à 90 cm
5	de 90 à 120 cm
6	au delà de 120 cm

TYPE DE SOL

b	sol brun
l	sol lessivé
f	sol faiblement lessivé
a	sol d'apport

EXEMPLE : S3 b0

S	: Schiste
3	: apparaissant entre 40 et 60 cm de profondeur
b	: sol brun
0	: sol sain

T1.5 TEST DE PERMEABILITE

LÉGENDE D'APTITUDE À L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

CLASSE COULEUR	APTITUDE À L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL	CONTRAINTES PRINCIPALES	DISPOSITIFS PRÉCONISÉS	
			ÉPURATION	DISPERSION
I	Site satisfaisant, ne présentant aucune contrainte majeure pour l'épuration et la dispersion des effluents	Néant	tranchées filtrantes	Sol (in-situ)
II	Site globalement satisfaisant Des aménagements internes peuvent être nécessaires	Profondeur du sol insuffisante	filtre à sable	Sol (in-situ)
III	Site présentant des contraintes importantes pour l'épuration et la dispersion	Perméabilité réduite - Nappe temporaire	filtre à sable vertical ou horizontal	Exutoire de surface
IV	Site inapte présentant des contraintes majeures	Nappe quasi permanente	tertre d'infiltration	Nappe

Deuxième partie : ANALYSE DE L'HABITAT ET DE L'EXISTANT

II.1. QUELQUES DEFINITIONS SUR LES TECHNIQUES D'EPURATION DES EAUX USEES DOMESTIQUES EN MILIEU RURAL.

(cf descriptif des filières d'assainissement autonome en annexe)

□ **L'assainissement autonome ou individuel** est l'assainissement des eaux usées produites dans une maison par des dispositifs d'assainissement installés dans le terrain de l'utilisateur, donc dans le domaine privé.

L'assainissement autonome est réglementé par l'arrêté ministériel du 3/3/1982, et normalisé par le document technique unifié DTU 64.1 de 1992.

La constitution des filières d'assainissement autonome fait appel aux étapes suivantes :

- **réception** des eaux ménagères et des eaux vannes dans une fosse septique toutes eaux ;
- **épuration** des eaux par une technique normalisée ;
- la **dispersion** des eaux épurées.

L'assainissement autonome se caractérise par la mise en place d'un **prétraitement** et d'un **traitement** des eaux usées.

Le **PRETRAITEMENT** est réalisé à l'aide d'une *fosse septique toutes eaux (FSTE)*.

Le **TRAITEMENT** dépend étroitement des *caractéristiques des sols*. Trois familles de dispositifs de traitement des eaux usées peuvent être proposées suite à la réalisation de la carte des sols :

- **les tranchées filtrantes (TF) ou épandage souterrain** : ces dispositifs seront préconisés si le sol et le sous-sol ne présentent pas de contraintes de perméabilité et d'épaisseur, un surdimensionnement (TFS) peut-être recommandé sur les sols présentant une perméabilité moyenne ;

- **les filtres à sables (FS) ou sols reconstitués** sont mis en place quand le sol est inapte à l'épuration (sol peu profond) et le sous-sol apte à la dispersion (suffisamment perméable) ;

- **les filtres à sable drainés (FSD)** : Il existe 2 types de dispositif.

Le filtre à sable vertical drainé (FSDV) :

ce dispositif est identique au FSV mais dispose de drains de reprise des eaux traitées à la base du massif sableux pour pallier à l'imperméabilité du sous sol. Cette technique inclut un rejet final en surface (fossé) ou en sous sol (puits d'infiltration), ce qui suppose une hauteur de chute minimale de 1,20 m entre le niveau de sortie de l'habitation et le fil d'eau de l'exutoire.

Le filtre à sable horizontal drainé (FSDH) :

Le transit de l'effluent dans le massif sableux n'est plus vertical mais sub-horizontale. La hauteur de chute minimale entre le niveau de sortie de l'habitation et le fil d'eau de l'exutoire n'est plus que de 0,80 m. pour en permettre l'installation.

Dans les zones inondables ou affectées par la présence de nappe peu profonde, notons la possibilité de mettre en place un *tertre d'infiltration (TI)* (talus de sable).

La **DISPERSION** dépend également du sol en place et plus particulièrement du substratum géologique. Les zones calcaires offrent généralement des possibilités d'infiltration in-situ dans lesquelles la circulation verticale des eaux épurées ne posent aucune difficulté.

En présence de substratum imperméable (argile, marnes, gneiss, schistes...), il convient de rechercher des exutoires de surface. Ils sont représentés par des fossés, des réseaux d'eaux pluviales et doivent pouvoir être atteints si possible gravitairement à partir des sorties des dispositifs de traitement. Cette dernière condition pose parfois d'importants problèmes pour la mise en oeuvre des filtres à sable verticaux drainés.

Dans le cas de zones de recouvrement argileux sur des assises perméables (calcaires fissuré notamment), il est possible de mettre en place des puits d'infiltration afin d'assurer la dispersion directement au contact avec la zone fracturée de perméabilité importante.

❑ **L'assainissement autonome regroupé** consiste à appliquer les techniques de l'assainissement autonome non pas à une mais à plusieurs maisons. Le réseau de collecte et le site de traitement peuvent alors être en domaine privé ou en domaine public (si les investissements sont réalisés par une collectivité).

❑ **L'assainissement collectif** est l'assainissement des eaux usées d'un grand nombre d'habitations collectées dans un réseau d'assainissement public, puis épurées sur un site de traitement, dans le domaine public.

II.2. PRINCIPES DE L'ANALYSE DE L'HABITAT

Le zonage de techniques d'assainissement repose avant tout sur l'analyse de l'habitat. Cette analyse fait ressortir les habitations où le taux de contraintes vis à vis de la mise en place d'un assainissement autonome est élevé (>25-30 %).

Dans le cas de hameaux à fort taux de contraintes, il faut étudier des solutions d'assainissement en autonome regroupé ou en collectif pour pallier à l'impossibilité de la mise en place de filières autonomes.

❑ **Les maisons à contraintes** sont les habitations qui présentent des incapacités ou des difficultés pour la mise en place d'un assainissement individuel conforme.

contrainte de surface : compte tenu de la nature des sols, les exigences en superficie pour la mise en conformité des installations individuelles dépendent de la taille des parcelles attenantes aux habitations.

En tenant compte des conseils d'implantation des dispositifs (3 m d'une limite de propriété, 5 m d'une habitation), nous avons retenu les exigences de surface suivantes :

Tranchées filtrantes	TF 3 x 15 ml	= 250 m ²
Tranchées filtrantes surdimensionnées	TFS 4 x 20 ml	= 350 m ²
Filtre à sable	FS 20 m ²	= 150 m ²
Tertre d'infiltration	TI 20 m ²	= 250 m ²

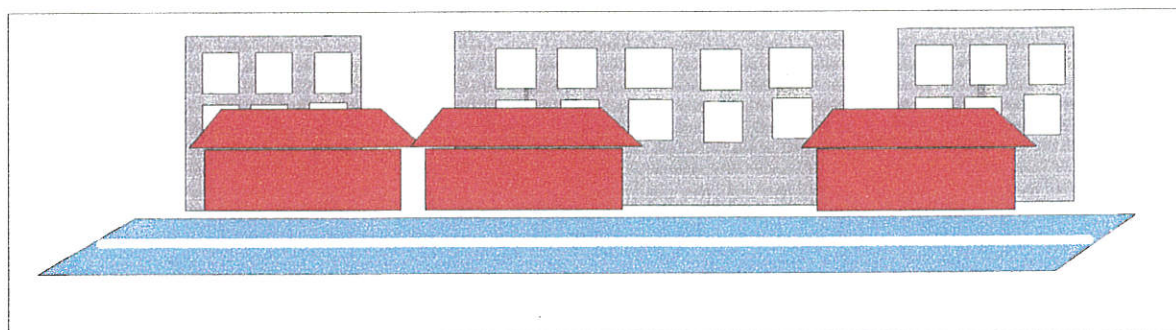
contrainte de topographie : terrain inutilisable gravitairement ;

contrainte d'occupation : terrain fortement aménagé, cour, jardin,...etc.

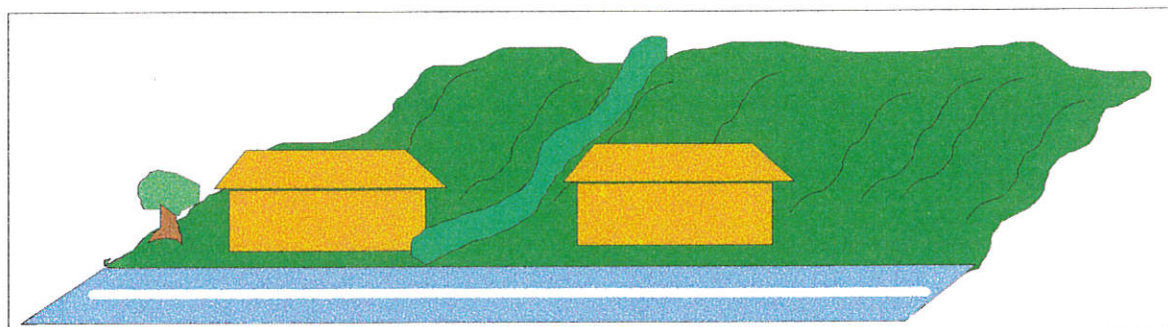
❑ **Les maisons conformes** sont les habitations neuves ou rénovées disposant d'un assainissement autonome conforme à la réglementation (ce qui n'implique pas pour autant que le dispositif soit adapté à la nature des sols).

❑ **La réhabilitation de l'assainissement autonome** est la mise en conformité des assainissements individuels. Cette réhabilitation doit tenir compte des contraintes pédologiques.

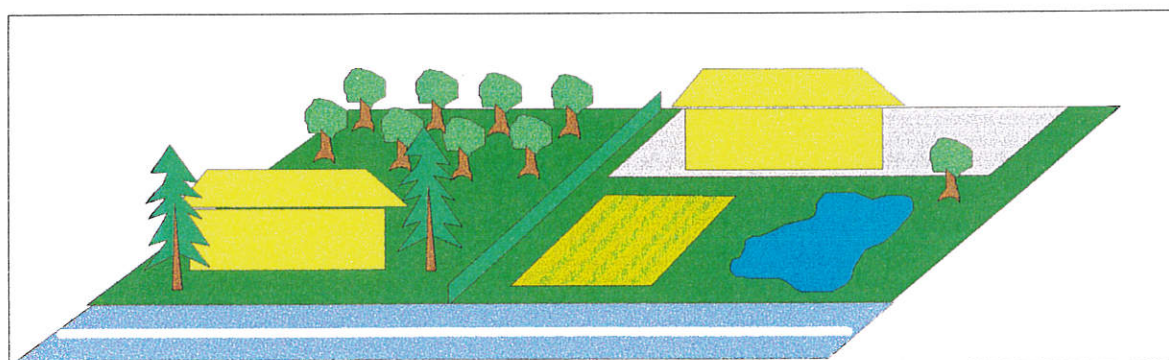
En l'état actuel, nous considérerons que seulement 10 % (au maximum) des habitations disposent d'un assainissement conforme à la législation répondant aux classes d'aptitude de sol.



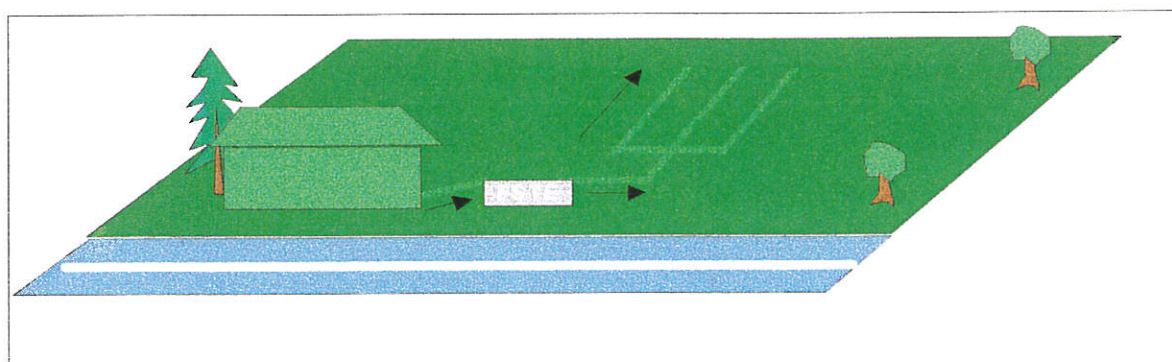
CONTRAINTE DE SURFACE



CONTRAINTE DE TOPOGRAPHIE



CONTRAINTE D'OCCUPATION



AUCUNE CONTRAINTE A LA REHABILITATION

II.3. RESULTATS DE L'ANALYSE DE L'HABITAT

Les habitations non raccordées actuellement à un réseau d'assainissement ont été observées d'en leur ensemble afin d'en déterminer les contraintes éventuelles.

Les résultats sont donnés sur les planches au 1/5 000 donné en fin de chapitre.

Au total, 117 habitations ont été recensées.

Pour ce qui concerne les habitations non raccordées à un réseau d'assainissement, nous n'avons relevé aucune contrainte particulière à la réhabilitation des dispositifs d'assainissement individuel au cas où ceux-ci ne seraient pas conformes à la réglementation et poseraient des problèmes de fonctionnement ou d'ordre sanitaire.

En dehors des effluents domestiques, on relève des rejets d'exploitations agricoles.

Ces derniers font l'objet d'une réglementation particulière et ne rentrent pas dans la prise en compte des effluents domestiques.

Conclusion :

- Pas de contraintes à la réhabilitation de l'assainissement individuel.

II.4. RESULTATS DES ENQUETES INDIVIDUELLES :

Nous avons réalisé des enquêtes auprès des habitations non raccordées au réseau d'assainissement. Il en ressort qu'aucune d'entre elles n'est équipée d'un dispositif conforme à la réglementation en vigueur. En effet, les dispositifs actuels sont généralement fosse septique et bac dégraisseurs et rejet direct au milieu récepteur (fossé ouvert le plus souvent).

Nous retiendrons donc que 95 % des équipements actuels devraient être réhabilités conformément aux dispositifs préconisés par une étude de sol à la parcelle.

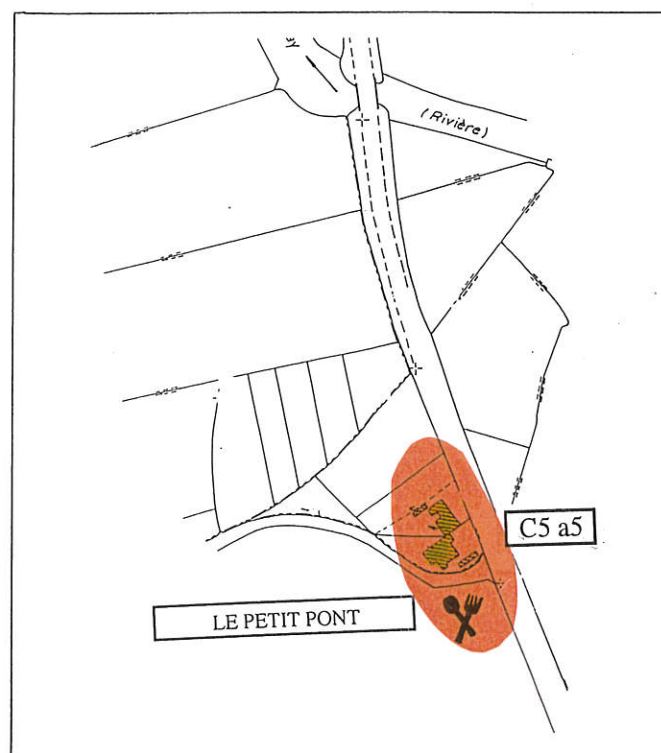
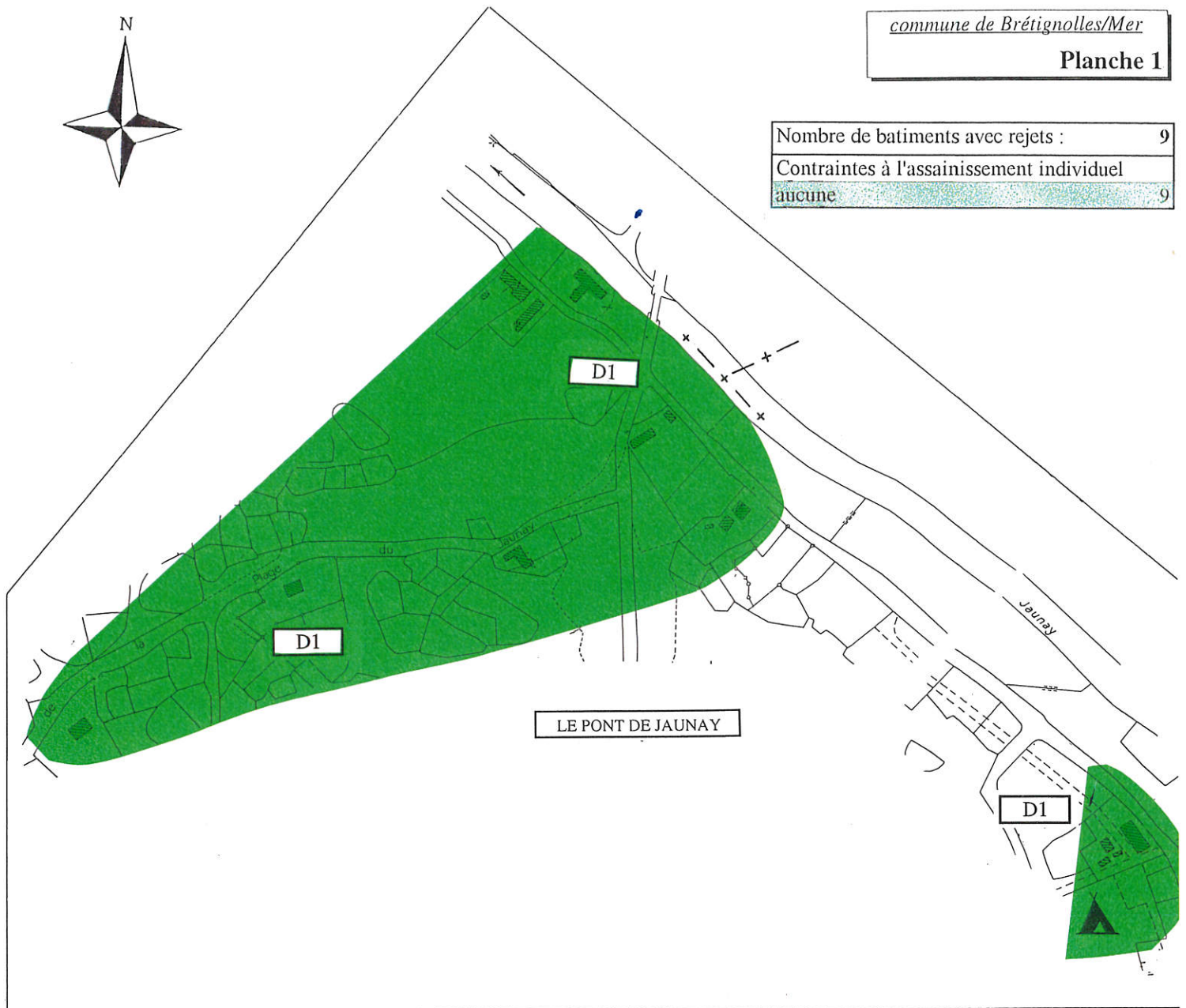
II.5. L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ACTUEL:

cf étude Cabinet PRAUD

Cartes des sols et des aptitudes à l'assainissement
individuel

Cartes des contraintes d'habitat à la
réhabilitation de l'assainissement individuel

Nombre de batiments avec rejets : 9

Contraintes à l'assainissement individuel
aucune 9

Echelle 1/5 000

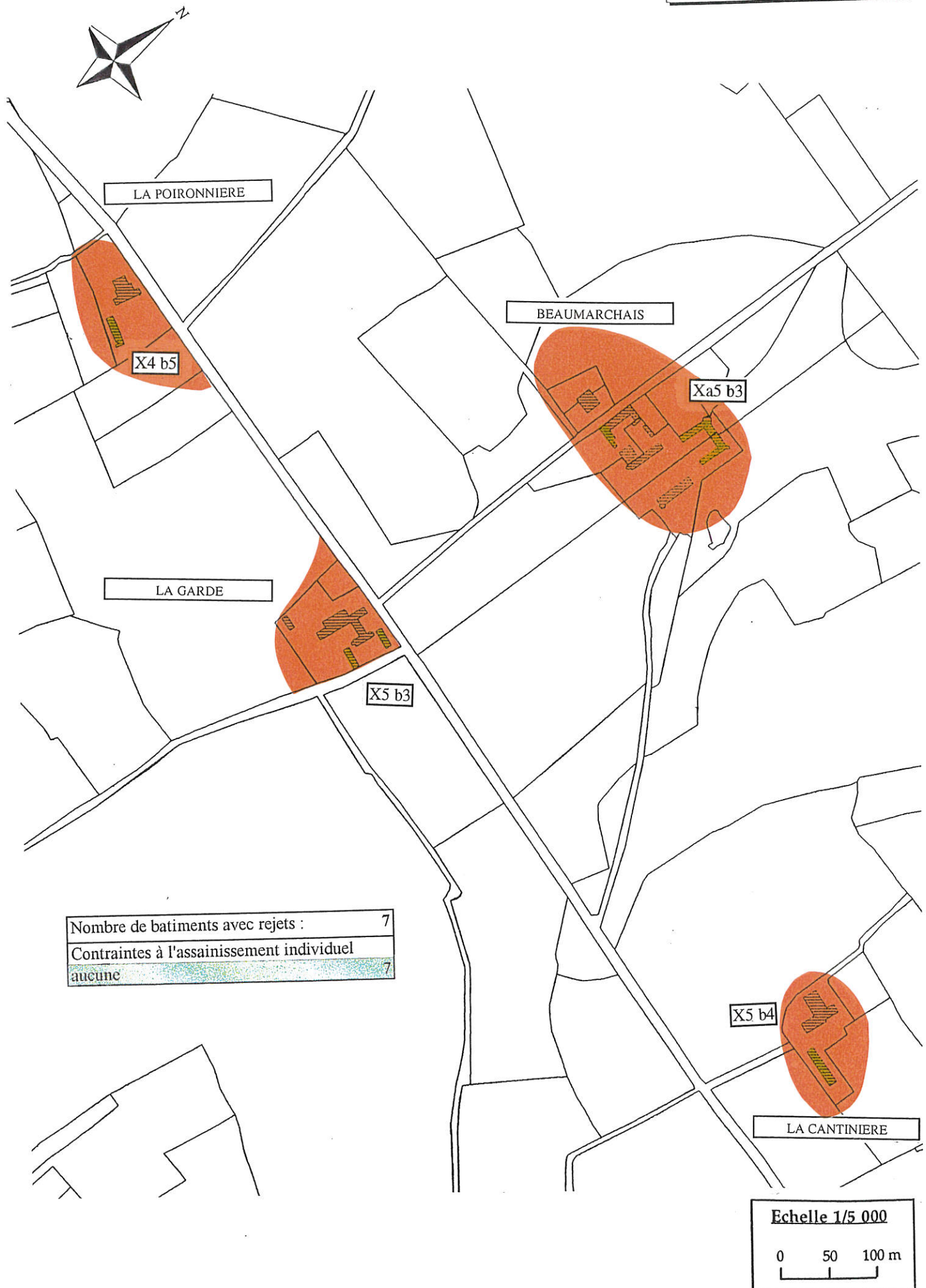
0 50 100 m

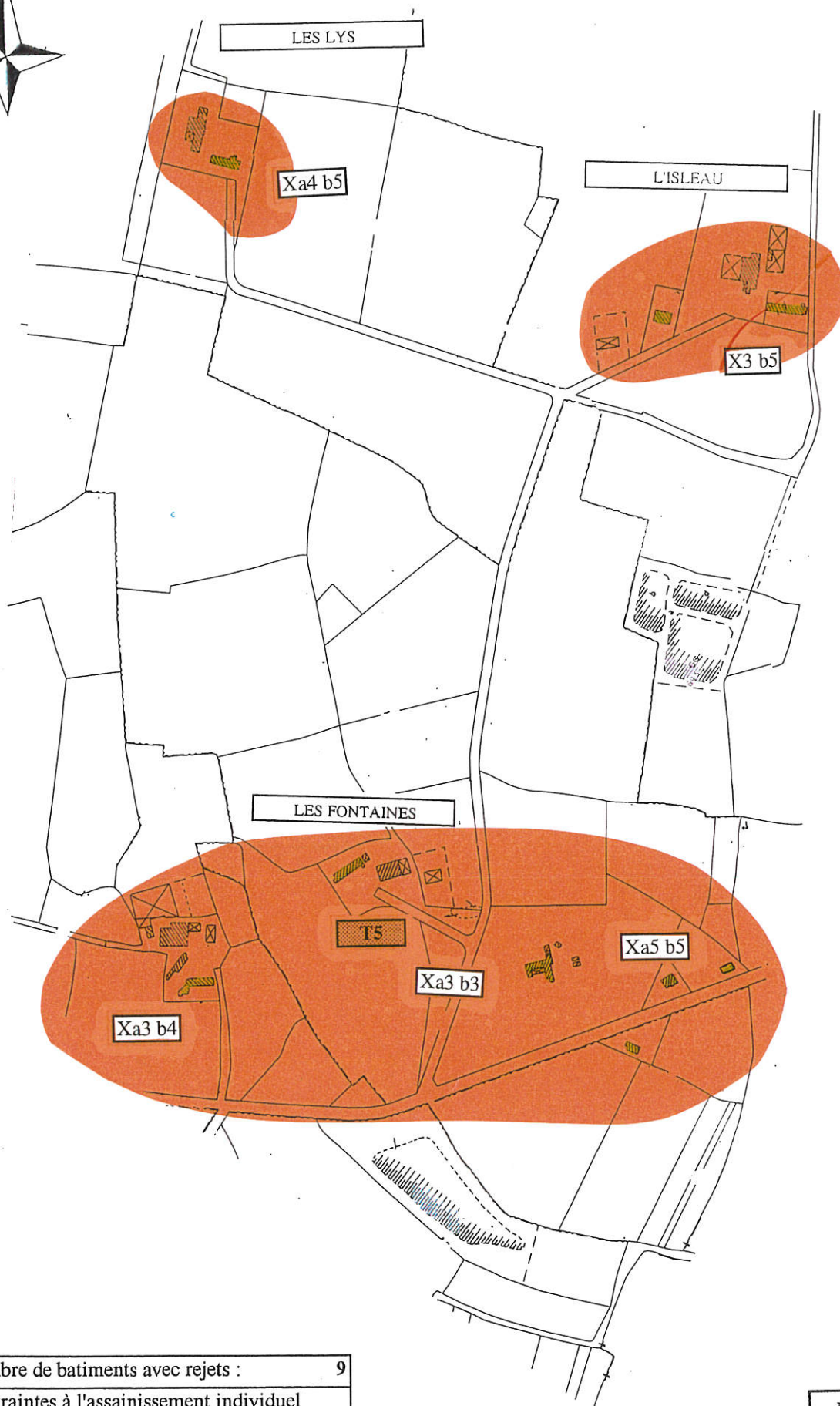


Echelle 1/5 000

0 50 100 m







Nombre de batiments avec rejets :	9
Contraintes à l'assainissement individuel	
aucune	9

Echelle 1/5 000

0 50 100 m

Nombre de batiments avec rejets :	12
Contraintes à l'assainissement individuel	
aucune	12



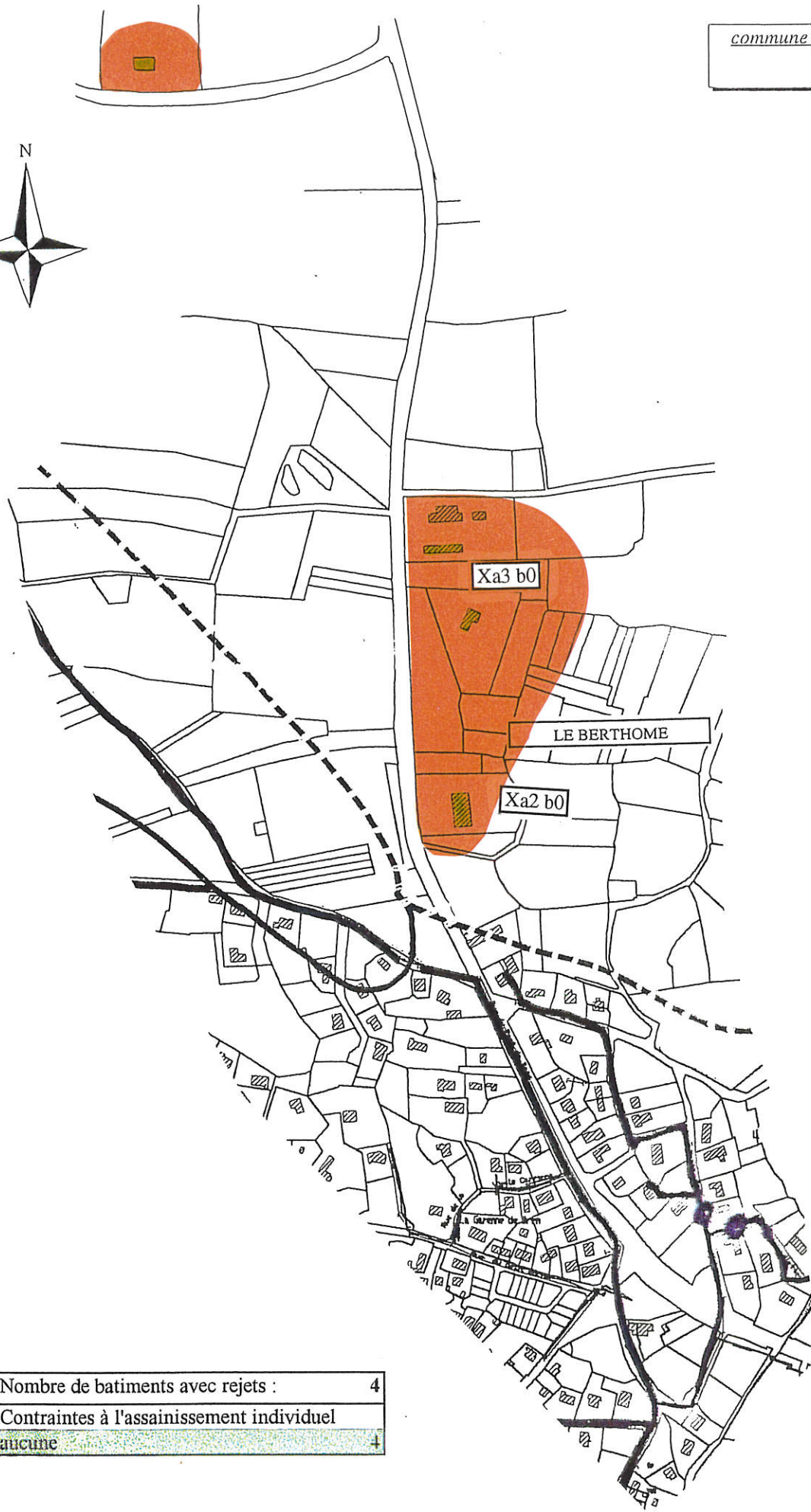
Echelle 1/5 000

0 50 100 m









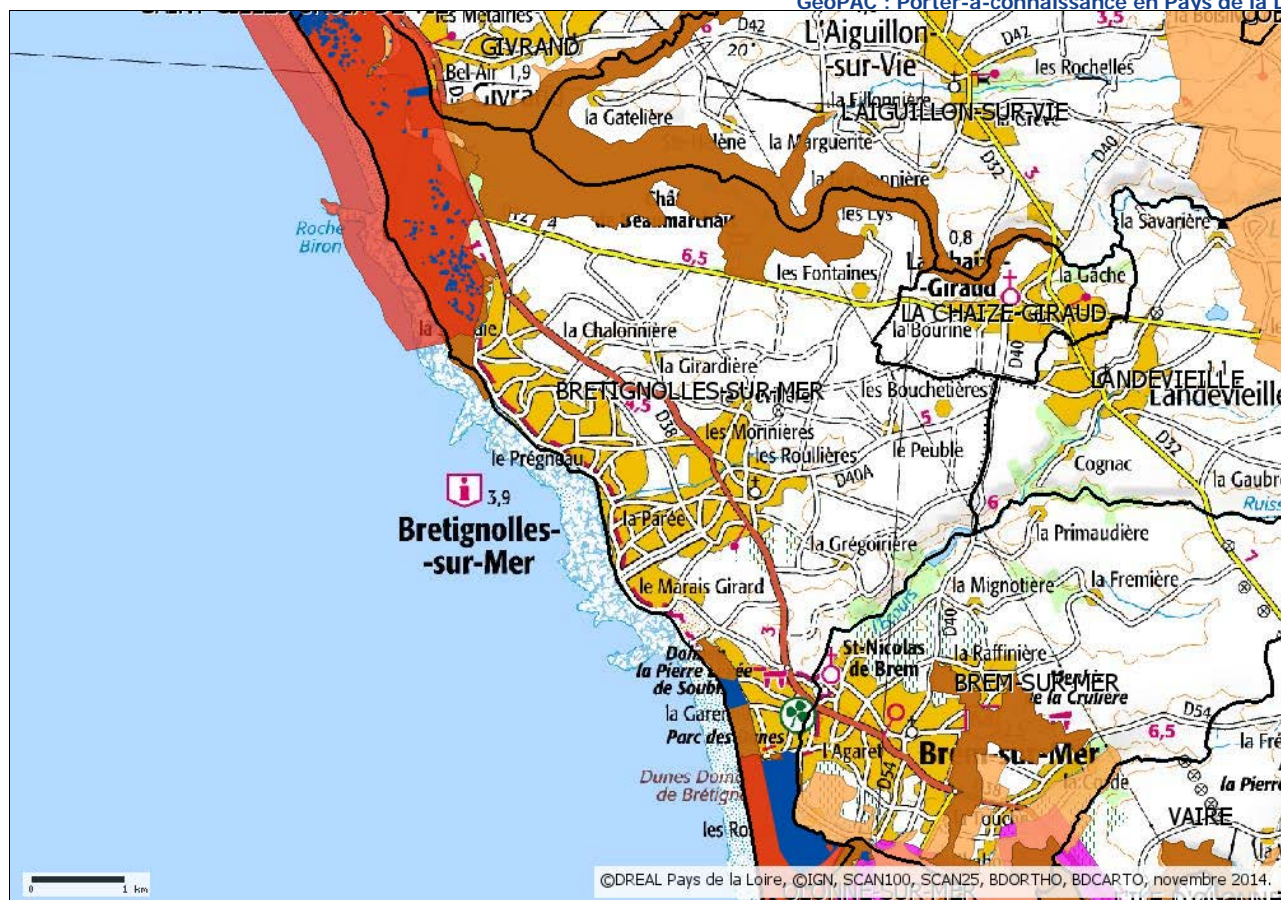
Nombre de batiments avec rejets :	4
Contraintes à l'assainissement individuel	aucune

Echelle 1/5 000

0 50 100 m

ANNEXE 2 : DONNEES ENVIRONNEMENTALES

GéoPAC : Porter-à-connaissance en Pays de la Loire



Contenu de la carte

Annotations

Commune Zoom

Espaces Naturels Protégés

Arrêts de Protection de Biotope (APB)

Parcs Naturels Régionaux (PNR)

Réserves Naturelles Nationales (RNN)

Réserves Naturelles Régionales (RNR)

R.serves Naturelles R.gionales

Terrains du Conservatoire du Littoral

Sites du CdL

Natura 2000

Directive Oiseaux

Zones de Protection Spéciale (ZPS)

Directive Habitats

Zones Spéciales de Conservation (ZSC) surfaciques

Zones Spéciales de Conservation (ZSC) ponctuels

Sites d'Importance Communautaire (SIC) surfaciques

Sites d'Importance Communautaire (SIC) ponctuels

Sites classés et inscrits

Sites classés (SC)

Sites inscrits (SI)

Patrimoine mondial de l'UNESCO

Bien 'Val de Loire' inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO

Zone tampon du bien inscrit

Culture

Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP) en Pays de la Loire

Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager ZPPAUP - Pays de la Loire

Inventaires

ZNIEFF de type I

ZNIEFF de type II

Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

Fonds de plan

Scan 1/100 000



Limites administratives

Région Pays de la Loire

Département

Commune

Département limitrophe

Tous droits réservés.

Document imprimé le 18 Decembre 2015, serveur Carmen v2.2, http://carmen.developpement-durable.gouv.fr, Service: DREAL Pays-de-la-Loire.

[Site du ministère](#)[Site de la DREAL](#)

Recherche sur le site

Ok

[ACTUALITÉS](#)[RECHERCHE
GÉOGRAPHIQUE](#)[RECHERCHE
THÉMATIQUE](#)[SOURCES](#)[LIENS](#)[Accueil du site](#) > Recherche géographique

RECHERCHE GÉOGRAPHIQUE

[Actualités](#)[Recherche géographique](#)[Recherche thématique](#)[Sources](#)[Liens](#)[Informations sur le site](#)

Commune de BRETIGNOLLES-SUR-MER (85035)

«

CADRAGE

AMÉNAGEMENT URBANISME

EAU

NATURE PAYSAGE BIODIVERSITÉ

»

Accès direct

[Espaces Naturels Protégés](#)[Secteurs SCAP retenus](#)[Inventaires](#)[ZICO \(1ère génération\) \(données historiques\)](#)[ZNIEFF de Type 1 \(1ère génération\) \(données historiques\)](#)[ZNIEFF de Type 2 \(1ère génération\) \(données historiques\)](#)[Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique \(ZNIEFF\) de Type 1](#)[Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique \(ZNIEFF\) de Type 2](#)[Inventaire National du Patrimoine Géologique, sites pré-sélectionnés](#)[Inventaire National du Patrimoine Géologique, sites géologiques](#)[Natura 2000](#)[Zones de Protection Spéciale](#)[Zones Spéciales de Conservation](#)[Sites et paysages](#)[Sites Classés et Inscrits](#)[Unités paysagères](#)[Sous-unités paysagères](#)

Espaces Naturels Protégés



Secteurs SCAP retenus :**SCAP012** DUNES DE LA SAUZAIE ET MARAIS DU JAUNAY**SCAP060** DUNES, FORET ET MARAIS D'OLONNE[Haut de page](#)

Inventaires

ZICO (1ère génération) (données historiques) :**PL08** MARAIS ET FORET D'OLONNE**ZNIEFF de Type 1 (1ère génération) (données historiques) :**

50040003	HAVRE DE LA GACHERE ET ENVIRONS	
50050001	MASSIF DUNAIRE DE LA SAUZAIE	
50050002	MARAIS DU JAUNAY	



ZNIEFF de Type 2 (1ère génération) (données historiques) :

5004	DUNE, FORET ET MARAIS D'OLONNE	
5005	DUNES DE LA SAUZAIE (LE PONT-JAUNAY) ET MARAIS DU JAUNAY	


Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de Type 1 :

50040001	FORET ET DUNES DE LA VIEILLE GARENNE A LA PARACOU	
50050001	MASSIF DUNAIRE DE LA SAUZAIE	
50050002	MARAIS DU JAUNAY	


Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de Type 2 :

50040000	DUNES, FORET, MARAIS ET COTEAUX DU PAYS D'OLONNE	
50050000	DUNES DE LA SAUZAIE (LE PONT JAUNAY) ET MARAIS DU JAUNAY	

Inventaire National du Patrimoine Géologique, sites pré-sélectionnés :

IPG85_FA077	LA FORMATION DES PORPHYROÏDES DE LA SAUZAIE SUR LE LITTORAL VENDEËN	
-------------	---	---



Inventaire National du Patrimoine Géologique, sites géologiques :

PAL0014	L'ESTRAN DE BRÉTIGNOLLES-SUR-MER	
---------	----------------------------------	---

[Haut de page](#)**Natura 2000****Zones de Protection Spéciale :**

FR5212010	DUNES, FORET ET MARAIS D'OLONNE	
FR5212015	SECTEUR MARIN DE L'ILE D'YEU	


Zones Spéciales de Conservation :

FR5200655	DUNES DE LA SAUZAIE ET MARAIS DU JAUNAY	
FR5200656	DUNES, FORET ET MARAIS D'OLONNE	

[Haut de page](#)**Sites et paysages****Sites Classés et Inscrits :**

8528	LE SITE DE LA FORET D'OLONNE ET DU HAVRE DE LA GACHERE	
8530	LES DUNES DU JAUNAY ET DE LA SAUZAIE	

Unités paysagères :

UP40	LE BOCAGE RÉTRO-LITTORAL	
------	--------------------------	---

UP42 LA CÔTE VENDÉENNE**Sous-unités paysagères :**

SSUP403	LES PLATEAUX BOCAGERS DES VALLÉES DE LA VIE ET DU JAUNAY	
SSUP424	LES CORNICHES ROCHEUSES DE LA VIE ET DU JAUNAY	
SSUP425	LA CÔTE URBANISÉE BOISÉE ET MARAIS DES OLLONNES	

[Haut de page](#)[Accès direct aux rubriques](#)

Site mis à jour le mardi 1er décembre 2015

ACTUALITÉS

[Année 2015](#)
[Année 2014](#)
[Année 2013](#)
[Année 2012](#)
[Année 2011](#)
[Année 2010](#)


**RECHERCHE
GÉOGRAPHIQUE****RECHERCHE
THÉMATIQUE**

[Air, climat, énergie](#)
[Aménagement,
urbanisme](#)
[Prévention des risques
et nuisances](#)
[Ressources naturelles et
paysages](#)

SOURCES**LIENS**

[Données](#)
[Catalogues de données](#)
[Plateformes régionales](#)
[Visualiseurs](#)
[Sites institutionnels](#)
[Applications](#)

© Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

[Plan du site](#) | [Crédits - Mentions légales](#) | [Contact](#) |  [Flux RSS](#) | [Se connecter](#)

Gest'eau

SAGE Auzance Vertonne et cours d'eau côtiers

Système d'Information sur l'Eau (SIE)

18/12/2015

Titre : SAGE Auzance Vertonne et cours d'eau côtiers

Auteur : Système d'Information sur l'Eau (SIE)

Sujet : Système d'Information sur l'Eau (SIE), Gesteau, SAGE, Contrat de milieux, SDAGE, Milieux aquatiques, Gouvernance

Description : Gest'Eau est le site des outils de gestion intégrée de l'eau. Il propose des informations sur les documents de planification que sont les Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), ainsi que sur les contrats de milieux (rivière, baie, nappe). Ces documents au service du bon état des eaux imposé par la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) définissent et mettent en œuvre un programme d'actions de réhabilitation et de gestion d'un milieu. Les autres outils (contrats de restauration et d'entretien, contrats territoriaux, ...) sont décrits sur les sites de bassin concernés.

Contributeur : Animateurs de SAGE et de Contrats de milieux, Ministère en charge de l'environnement, Office International de l'Eau (OIEau), Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)

Date : 18/12/2015

Type : Texte

Format : PDF

Identifiant : <http://www.gesteau.eaufrance.fr/sage/auzance-vertonne-et-cours-deau-c%C3%B4tiers>

Langue : Fr

Couverture géographique : Périmètre du SAGE ou du contrat de milieu, ou France entière

Droits d'usage : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/fr>

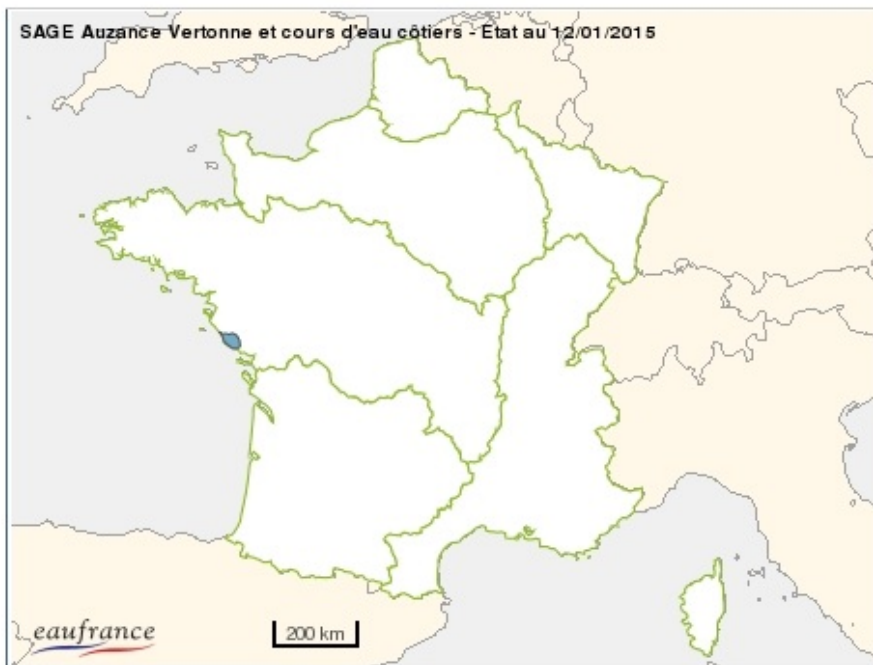


Consulter les documents produits par le SAGE

▼ Informations générales

Etat d'avancement: Élaboration

Sous-état d'avancement: Phase d'enquête publique (en cours ou terminée)



Site internet: <http://www.sageauzancevertonne.fr>

Liste des enjeux du SAGE:

- Sécurisation de l'*alimentation en eau potable* * et gestion quantitative de la ressource
- Amélioration de la qualité des eaux de surface
- Préservation et restauration des écosystèmes aquatiques et amphibies

▼ Caractéristiques

Liste des relations géographiques :

- ☐ Région (1 élément)
- ☐ Bassin DCE (1 élément)
- ☐ Comité de bassin (1 élément)
- ☐ Circonscription de bassin (1 élément)
- ☐ District Européen (1 élément)
- ☐ Masses d'eau (2 éléments)



Identifié nécessaire dans le SDAGE: oui

Milieux aquatiques:

Eaux douces superficielles

Eaux littorales

Informations sur les milieux aquatiques:

- Cours d'eau principaux : Auzance, Vertonne et Ciboule
- Les cours d'eau côtiers au Sud du territoire du SAGE
- Marais et *zones humides* * : des Olonnes et du Payré
- La retenue d'eau de Sorin Finfarine
- Les petits estuaires (Havre du Payré et l'estuaire de l'Auzance)
- Les eaux côtières (de baignade, ports, etc.)

Superficie : 620 km²

Informations sur la superficie:

Situé au Sud-ouest du département, le territoire du SAGE Auzance-Vertonne couvre 620 km² et concerne 32 communes totalement ou partiellement (arrêté préfectoral du 5 mars 2001).

Nombre d'habitants: 54000

Motivation de la démarche et des objectifs poursuivis:

- Une gestion globale et transversale de la ressource en eau sur le *bassin* * versant principal (Auzance, Vertonne, Ciboule) et secondaire (Cours d'eau côtiers, *bassin* * de Talmont), tant sur le plan qualitatif (reconquête de la qualité de l'eau) que quantitatif (*alimentation en eau potable* *).
- Le SAGE s'élabora dans la logique de gestion de l'eau insufflée par l'Europe (*DCE* *) et le Département de la Vendée (pratiquement entièrement recouvert par des SAGE).

Thèmes majeurs sur le territoire:

La frange littorale concentre :

- des zones naturelles riches et sensibles (plages, marais des Olonnes et du Payré, *zones humides* *, forêt des Olonnes),
- la 2ème agglomération du département de la Vendée (Les Sables d'Olonne) en pleine expansion économique et démographique.

Les usages sont donc nombreux et diversifiés (tourisme, cadre de vie de qualité) dans cette zone réceptacle du *bassin* * versant. La qualité de l'eau en amont du *bassin versant* * est mauvaise (*pollutions diffuses* *) et les rivières sont mal entretenues (assecs, détérioration des milieux aquatiques). Le SAGE repose donc sur différents fondements :

- Un SAGE moderne et raisonné, qui allie l'environnement et l'économie

- Un SAGE qui prenne en compte les attentes des acteurs et ne porte pas atteinte au développement économique
- Un SAGE médiateur et incitateur dont la mission est d'expliquer les enjeux et les moyens à mettre en oeuvre, d'impulser une dynamique pour induire des changements de pratiques
- Un SAGE volontariste, interventionniste, qui ne doit pas se contenter d'actions pédagogiques
- Un SAGE coordinateur, garant de la cohérence territoriale sur la problématique de l'eau et des milieux aquatiques.

Caractéristiques physiques du bassin :

L'Auzance (et ses confluent Verdonne et Ciboule) tout comme les cours d'eau côtiers (le Payré pour le principal) parcourent une zone de bas bocage avant de rejoindre l'océan par de petits estuaires en traversant de vastes zones humides * de marais.

Caractéristiques socio-économiques du bassin :

Le littoral concentre la plus grande partie de la population du bassin * versant et génère une économie fleurissante principalement basée sur le tourisme. L'agglomération des Sables d'Olonne s'étend et les communes littorales profitent aussi de ce dynamisme et de ce pôle attractif soutenu par divers projets de désenclavement (4 voies, contournements, pépinières d'entreprises).

On note également deux autres pôles. Tout d'abord la zone de Talmont Saint Hilaire (la plus grosse commune du territoire du SAGE) qui bénéficie de divers atouts notamment touristiques (château, littoral, services loisirs) et également la zone de La Mothe Achard, plus à l'intérieur des terres qui développe un pôle industriel (PRB, la Fourcée Dorée) en bordure de la 4 voies reliant les Sables d'Olonne à La Roche Sur Yon. Le reste du territoire est essentiellement occupé par l'activité agricole et des bourgs ruraux.

Caractéristiques institutionnelles du bassin :

La structure porteuse du SAGE est le "Syndicat Mixte du SAGE Auzance Verdonne et Cours d'eau côtiers" créé par arrêté préfectoral le 18 mai 2004. Le Syndicat Mixte a pour objet la réalisation et la mise en oeuvre des objectifs du SAGE et est maître d'ouvrage des études à mener au cours des différentes phases de son élaboration.

▼ Déroulement et état d'avancement

Commentaire sur l'état d'avancement :

L'écriture des documents constitutifs du SAGE a débuté en 2013. Pour cela, une phase "Rédaction et accompagnement juridique à la rédaction du SAGE Auzance Verdonne" a été lancée pour faciliter la démarche.

Les documents du projet de SAGE ont été validés par la Commission Locale de l'Eau * le 12 février 2014, puis soumis à la consultation des collectivités. Après examen des avis et des remarques, la CLE * a validé le 16 avril 2015 les modifications à apporter. Le projet est actuellement soumis à enquête publique.

▼ Emergence

Réflexion préalable: 1998 / 1999

Dossier préliminaire: 1999

Consultation des communes: 15/08/1999

Consultation du Comité de Bassin: 09/12/1999

▼ Instruction

Arrêté de périmètre: 05/03/2001

Dernière modification de l'arrêté de périmètre: -

▼ Elaboration

Arrêté de création de la CLE: 12/07/2002

Arrêté de renouvellement de la CLE: 30/07/2014

Dernière modification de l'arrêté de la CLE: 04/06/2015

Réunion institutive: 22/07/2004

Validation de l'état des lieux: 20/10/2005

Validation du diagnostic: 11/05/2006

Validation des tendances et des scénarios: 18/10/2007

Validation du choix de la stratégie: 16/11/2012

Validation du projet de SAGE par la CLE: 12/02/2014

Consultation des collectivités: 29/08/2014 - 29/12/2014

Avis du Comité de Bassin : -

Enquête publique : 17/08/2015 - 18/09/2015

Délibération finale de la CLE: -

▼ Mise en œuvre

Arrêté d'approbation du SAGE: -

Arrêté modificatif d'approbation du SAGE: -

Arrêté d'approbation du SAGE après la première révision: -

▼ 1ère Révision

Décision de mise en révision du SAGE: -

Validation du projet par la CLE: -

Consultation des collectivités: -

Avis du comité de bassin: -

Enquête publique: -

Délibération finale de la CLE: -

▼ Fonctionnement

Nombre de membres dans la CLE: 40

Nombre de membres dans le collège des usagers: 12

Nombre de membres dans le collège des collectivités locales: 20

Nombre de membres dans le collège des administrations: 8

Description de l'organisation de la CLE:

Le Bureau avec 16 membres :

- Collège Collectivités Locales : 6 membres
- Collège Usagers : 5 membres
- Collège Administrations : 5 membres

Le Bureau élargi de la CLE* :

C'est le groupe de travail qui suit les études menées pour l'élaboration du SAGE. Il regroupe tous les membres du bureau dans un souci de représentativité légitime de tous les acteurs (représentés au sein de la CLE*). Il est ouvert aux experts techniques qui apportent leurs compétences pour l'analyse de problématiques spécifiques ou ponctuelles.

Les trois Commissions thématiques :

- Commission "Restauration et préservation des écosystèmes aquatiques" : marais, cours d'eau et ses abords, zones humides*, espaces naturels, espaces littoraux et côtiers...
- Commission "Activités humaines, pollutions diffuses* et ponctuelles" : assainissement*, entretien des espaces publics et privés, espace agricole et bocage, zones d'activités industrielles et touristiques, zones urbaines, activités portuaires, zones de production conchylicole, voirie...
- Commission "qualité et ressource en eau" : alimentation en eau potable*, gestion quantitative et qualitative de l'eau Le Groupe de travail "communication" : travaux de communication du SAGE Auzance Vertonne suivis par le bureau élargi de la CLE

Acteurs administratifs:

- Agence de l'Eau* Loire Bretagne, Délégation de Nantes - Jean-Claude DUBOS
- DREAL Pays de la Loire - Jean-Marie QUEMENER
- Conseil Général de Vendée, Service de l'Eau - Claude ROY - Tél : 02.51.44.26.12 - Email : eau@vendee.fr
- DDTM Vendée - Pierre BARBIER - Tél : 02.51.47.10.83- Email : pierre.barbier@agriculture.gouv.fr

Bureaux d'études ayant travaillé pour le SAGE:

Un groupement de bureaux d'études travaille depuis la mi-juillet 2005 en partenariat avec l'animateur pour l'élaboration du SAGE. Après avoir évalué l'état des lieux réalisé en régie, les bureaux d'études (IDEA RECHERCHE et GEOMATIC SYSTEMES - Rennes) ont achevé le diagnostic en Mai 2006. Ils étudient désormais les scénarii tendances et contrastés.

Financement de l'animation:

1 poste d'animateur financé par l'Etat, l'Agence de l'Eau*, le Conseil Général de Vendée, le Conseil Régional des Pays

de la Loire, les communes.

Financement des études:

Similaire à l'animation

Financement des actions de communication:

Agence de l'eau * (50%)

▼ **Structures**

Présidence de la Commission Locale de l'Eau

Nom de la structure: Syndicat Mixte du SAGE Auzance Vertonne

Adresse 1: (Adresse postale de la CLE *)

Adresse 2: 2, rue Michel Breton

Adresse 3: CS 90116

Ville: LA CHAPELLE-ACHARD

Code postal: 85150

Téléphone: 0251058844

Courriel: *sage.auzance.vertonne@wanadoo.fr*

Structure porteuse de l'élaboration

Nom de la structure: Syndicat Mixte du SAGE Auzance Vertonne

Type de la structure: Syndicat mixte

Label EPTB: non

Adresse 1: (Adresse des locaux du syndicat)

Adresse 2: ZA Sud

Adresse 3: Impasse de l'Atlantique

Ville: LA CHAPELLE-ACHARD

Code postal: 85150

Téléphone: 0251058844

Courriel: *sage.auzance.vertonne@wanadoo.fr*

▼ **Intervenants**

Animateur

Civilité: Monsieur

Nom: Olivier COQUIO

Structure de rattachement: Structure porteuse de l'élaboration

Courriel: *sage.auzance.vertonne@wanadoo.fr*

Autre

Civilité: Madame

Nom: Béatrice DAVIET

Fonction: Comptabilité

Structure de rattachement: Structure porteuse de l'élaboration

Téléphone: 0251058843

Président

Civilité: Monsieur

Nom: Bernard CODET

Fonction: Président du SM du SAGE Auzance Vertonne

Structure de rattachement: Présidence de la Commission Locale de l'Eau

▼ **Information système**

Comité de bassin responsable: Loire-Bretagne

Département pilote: VENDEE

Code du SAGE: SAGE04006

Gest'eau

SAGE Vie et Jaunay

Système d'Information sur l'Eau (SIE)

18/12/2015

Titre : SAGE Vie et Jaunay

Auteur : Système d'Information sur l'Eau (SIE)

Sujet : Système d'Information sur l'Eau (SIE), Gesteau, SAGE, Contrat de milieux, SDAGE, Milieux aquatiques, Gouvernance

Description : Gest'Eau est le site des outils de gestion intégrée de l'eau. Il propose des informations sur les documents de planification que sont les Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), ainsi que sur les contrats de milieux (rivière, baie, nappe). Ces documents au service du bon état des eaux imposé par la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) définissent et mettent en œuvre un programme d'actions de réhabilitation et de gestion d'un milieu. Les autres outils (contrats de restauration et d'entretien, contrats territoriaux, ...) sont décrits sur les sites de bassin concernés.

Contributeur : Animateurs de SAGE et de Contrats de milieux, Ministère en charge de l'environnement, Office International de l'Eau (OIEau), Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)

Date : 18/12/2015

Type : Texte

Format : PDF

Identifiant : <http://www.gesteau.eaufrance.fr/sage/vie-et-jaunay>

Langue : Fr

Couverture géographique : Périmètre du SAGE ou du contrat de milieu, ou France entière

Droits d'usage : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/fr>

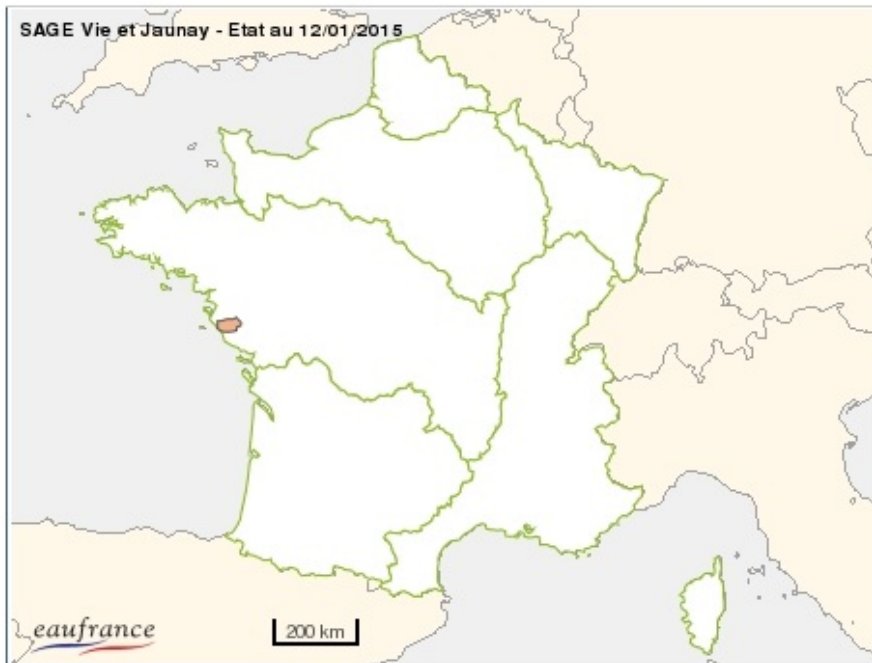


Consulter les documents produits par le SAGE

▼ Informations générales

Etat d'avancement: Mis en œuvre

Sous-état d'avancement: Première mise en œuvre



Site internet: <http://www.vie-jaunay.com>

Liste des enjeux du SAGE:

- La préservation de la diversité des milieux naturels regroupant : bocage, marais, estuaire et littoral
- La sécurisation de l'alimentation en eau potable *.

▼ Caractéristiques

Liste des relations géographiques :

- ☐ Région (1 élément)
- ☐ Bassin DCE (1 élément)
- ☐ Comité de bassin (1 élément)
- ☐ Circonscription de bassin (1 élément)
- ☐ District Européen (1 élément)
- ☐ Masses d'eau (5 éléments)

Commentaire sur l'état d'avancement:

Le SAGE du bassin* de la Vie et du Jaunay a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 1er mars 2011. Il est actuellement mis en oeuvre.

▼ **Emergence**

Réflexion préalable: Juin 1995

Dossier préliminaire: 12 août 1999

Consultation des communes: Réunion de consultation des communes : 22 septembre 1999 Fin de la consultation des communes : 12 octobre 1999

Consultation du Comité de Bassin: 9 décembre 1999

▼ **Instruction**

Arrêté de périmètre: 05/03/2001

Dernière modification de l'arrêté de périmètre: -

▼ **Elaboration**

Arrêté de création de la CLE: 12/07/2002

Arrêté de renouvellement de la CLE: 07/08/2014

Dernière modification de l'arrêté de la CLE: 04/06/2015

Réunion institutive: 15 juillet 2003

Validation de l'état des lieux: 12 décembre 2005

Validation du diagnostic: 15 juin 2006

Validation des tendances et des scénarios: 5 février 2007

Validation du choix de la stratégie: 23 avril 2007

Validation du projet de SAGE par la CLE: 17 décembre 2007

Consultation des collectivités: Janvier à avril 2008

Avis du Comité de Bassin : 8 septembre 2008

Enquête publique : 15 septembre au 15 octobre 2010

Délibération finale de la CLE: 10 janvier 2011

▼ **Mise en œuvre**

Arrêté d'approbation du SAGE: 01/03/2011

Arrêté modificatif d'approbation du SAGE: -

Arrêté d'approbation du SAGE après la première révision: -

▼ **1ère Révision**

Décision de mise en révision du SAGE: -

Validation du projet par la CLE: -

Consultation des collectivités: -

Avis du comité de bassin: -

Enquête publique: -

Délibération finale de la CLE: -

▼ **Fonctionnement**

Nombre de membres dans la CLE: 40

Nombre de membres dans le collège des usagers: 11

Nombre de membres dans le collège des collectivités locales: 20

Nombre de membres dans le collège des administrations: 9

Description de l'organisation de la CLE:

- Membres du Bureau : 19 - Collège des Collectivités Locales (8) - Collège Usagers (5) - Collège Administrations (6)
- Groupe communication

Acteurs administratifs:

- Agence de l'Eau * Loire Bretagne Délégation de Nantes
- Conseil Général de la Vendée - Service de l'eau
- Conseil Régional des Pays de la Loire
- DDTM Vendée
- DREAL Pays de Loire

Bureaux d'études ayant travaillé pour le SAGE:

- Sogreah Consultants - Jean Michel MURTIN (Nantes)
- Idea Recherche - Jérôme DUCHEMIN, Marie BEHRA (Rennes)

Financement de l'animation:

La cellule d'animation se compose en 2014 de 2,5 Equivalent Temps Plein :

- Anne BARBIER, animatrice du SAGE
- Antoine GASNET, chargé de mission SAGE
- Régine JOUBERT, secrétaire-comptable à 50 %

Financement 2013 :

- Agence de l'Eau * Loire Bretagne : 54 %
- Conseil Régional (Contrat Régional de Bassin * Versant) : 26 %
- Autofinancement : 20 %

Financement des études:

- Agence de l'Eau * Loire Bretagne : 50 %
- Conseil Général : 30 %
- Autofinancement : 20 %

Financement des actions de communication:

Financement 2013 :

- Agence de l'Eau * Loire Bretagne : 50 %
- Conseil Régional (Contrat Régional de Bassin * Versant) : 30 %
- Autofinancement : 20 %

▼ Structures

Présidence de la Commission Locale de l'Eau

Nom de la structure: Syndicat Mixte des Marais de la Vie, du Ligneron et du Jaunay

Adresse 1: 11 rue du Bourg

Ville: GIVRAND

Code postal: 85800

Téléphone: 0251542818

Courriel: marais.vlj@wanadoo.fr

Structure porteuse de l'élaboration et de la mise en œuvre

Nom de la structure: Syndicat Mixte des Marais de la Vie, du Ligneron et du Jaunay

Type de la structure: Syndicat mixte

Label EPTB: non

Adresse 1: 11 rue du Bourg

Ville: GIVRAND

Code postal: 85800

Téléphone: 0228109437

Courriel: sage.viejaunay@wanadoo.fr

▼ **Intervenants**

Président

Civilité: Monsieur

Nom: Jean-Claude MERCERON

Fonction: Sénateur de la Vendée et Président du Syndicat Mixte des Marais de la Vie, du Ligneron et du Jaunay

Structure de rattachement: Présidence de la Commission Locale de l'Eau

Animateur

Civilité: Madame

Nom: Anne BARBIER

Structure de rattachement: Structure porteuse de l'élaboration et de la mise en œuvre

Courriel: sage.viejaunay@wanadoo.fr

▼ **Information système**

Comité de bassin responsable: Loire-Bretagne

Département pilote: VENDEE

Code du SAGE: SAGE04023

ANNEXE 3 : CARTE DE ZONAGE DES TECHNIQUES D'ASSAINISSEMENT

Légende de la carte du Zonage

- Zones en Assainissement Collectif Actuel
- Zones en Assainissement Collectif Futur
- Zones en Assainissement Non Collectif

Commune de BRETIGNOLLES SUR MER (85)

Zonage des techniques d'assainissement
Révision n° 2

Carte du zonage actualisé 2018 (v9)
Sur fond cadastral communal

Echelle : 1/16 000



SG Environnement
2, hameau de Verrières - 86 400 CHAMPNIERS
Tel bureau : 05-49-87-25-01
www.sg-environnement.fr

